

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 856

22 avril 2009

SOMMAIRE

Acab Holding S.A.	41044	KB LUX - Luxinvest	41046
AGICOA Europe	41044	Liane S.A.	41046
Aim Capital Investment S.A.	41081	LogiInvest - nBaisse Multi-Manager	41080
Atilia Holding S.A.	41044	Master Strategy Warburg	41058
Billecart Expansion Holdings S.A.	41056	Matame S.A.	41046
BlackRock Global Investment Series	41051	Meridium Financial S.A.	41047
Brooklyn Bridge Company S.A.	41050	Mezzanine RE S.C.A. SICAR	41059
Catalux S.A.	41049	Multrans S.A.H.	41045
CEREP Cheapside S.à r.l.	41088	Omnium Textile S.A.	41042
Cervinia S.A.	41043	Orco Property Group	41055
CommTrust Invest	41058	Parafin Spf S.A.	41052
Cosmos Funds	41081	Partidis S.A.	41054
Digital Assets Group S.A.	41045	Privileged Investors	41052
Dival S.A.	41054	Renu Holding S.A.	41051
Doranda S.A.	41050	RMF Umbrella SICAV	41048
DreSpa Premium	41058	Sikasso S.A.	41052
EN-NEO New Energy AG	41079	Sofipugas S.A.	41042
Farad International S.A.	41043	Soparec S.A.	41049
Ficus S.A.	41050	Specials Fund	41056
First Service Holding S.A.	41043	Sudring Holding S.A.	41050
Fovalux S.A.	41047	Swisscanto (LU)	41080
Global Funds Management S.A.	41081	Swiss Re Europe S.A.	41082
Gremir S.A.	41049	Telemaque	41048
Hesse Newman	41079	Tiger Fund	41080
Hirha S.A.	41042	Tiger Tail Investments S.A.	41053
Ilico	41051	Tomkins Investments Company S.à r.l. ..	41058
Imann S.A.	41045	Universal Group for Industry and Finance S.A.	41053
Intercontinental Group for Commerce, In- dustry and Finance S.A.H.	41053	Utilis International S.à r.l.	41088
Interlux Holding S.A.H.	41055	Utilis Luxembourg S.à r.l.	41088
Joseph Fund	41080	Vitruvius	41054
KBC Equity Fund (L)	41047	Wolof S.A.	41048

Sofipugas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 45.794.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 8 mai 2009 à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009046430/696/18.

Omnium Textile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 3.329.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 12 mai 2009 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2008,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009046433/550/18.

Hirha S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 71.414.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 8 mai 2009 à 13.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009046429/696/17.

First Service Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 105.192.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 15 mai 2009 à 15.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 23, rue Beaumont,
6^{ème} étage

Ordre du jour:

1. Rapport du conseil d'administration sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2008.
2. Rapport du commissaire aux comptes sur le même exercice.
3. Approbation du bilan, du compte de pertes et profits et de l'annexe au 31 décembre 2008.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
6. Divers.

Luxembourg, le 10 avril 2009.

Le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2009046431/535/20.

Farad International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 80.587.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 11 mai 2009 à 9.00 heures au 2-4, rue Beck à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009046432/6218/16.

Cervinia S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 19.789.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 8 mai 2009 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Délibération à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047760/506/17.

AGICOA Europe, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg F 7.645.

Invitation to the

ANNUAL GENERAL ASSEMBLY MEETING

of AGICOA EUROPE to be held at the Novotel Montfleury Cannes hotel, 25, avenue Beauséjour in -06400 Cannes - France, on Tuesday 19th of may 2009 at 12.15 p.m. (local time) in the conference room Californie.

Agenda:

1. Opening
2. Management report for the year 2009
3. Designation of the auditors for the year 2009
4. Recent developments and perspectives for the year 2009
5. Questions and answers
6. Closure of the meeting

April 17th 2009.

On behalf of AGICOA EUROPE

John M. Jacobsen

President

Référence de publication: 2009047615/503/21.

Acab Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 77.567.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 8 mai 2009 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2008.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047724/1023/16.

Atilia Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 11.464.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue extraordinairement, qui aura lieu le 8 mai 2009 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2008.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047725/1023/16.

Multrans S.A.H., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 32.548.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra en date du 8 mai 2009 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047726/506/16.

Imann S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 41.429.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le vendredi 8 mai 2009 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Résolution concernant la continuité des activités de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047727/755/21.

Digital Assets Group S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 89.977.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE
qui aura lieu jeudi 14 mai 2009 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2008.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047740/1267/16.

KB LUX - Luxinvest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 55.793.

Les Actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 8 mai 2009 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et de l'affectation des résultats.
3. Dividende.
4. Décharge aux Administrateurs.
5. Nominations Statutaires.
6. Divers.

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur un jour ouvrable avant l'assemblée auprès de KBL European Private Bankers, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047728/755/21.

Liane S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 23.428.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 13 mai 2009 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2008.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047743/1267/16.

Matame S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 28.995.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 11 mai 2009 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2008.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047744/1267/16.

KBC Equity Fund (L), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 43.091.

Les Actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 8 mai 2009 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et de l'affectation des résultats.
3. Décharge aux Administrateurs.
4. Décharge aux Dirigeants de la Société de Gestion.
5. Nominations Statutaires.
6. Divers.

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur un jour ouvrable avant la date de l'assemblée auprès de KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047730/755/21.

Meridium Financial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 116.222.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 12 mai 2009 à 9.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2008.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047746/1267/16.

Fovalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 105.800.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme FOVALUX S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 6 mai 2009 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bld Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047748/750/16.

Wolof S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 142.010.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *11 mai 2009* à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047759/795/15.

Telemaque, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 22.648.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de Telemaque SICAV se tiendra le mardi *19 mai 2009* à 10.00 heures au siège de la société 50, rue Basse à Steinsel avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2008.
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2008; affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2008.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Les actionnaires ayant l'intention d'assister à cette assemblée sont priés de bien vouloir en aviser la société par lettre, télécopie ou téléphone au moins une heure avant l'ouverture de ladite assemblée.

Signature.

Référence de publication: 2009046480/1593/19.

RMF Umbrella SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 53.150.

Notice is hereby given to the shareholders, that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of RMF UMBRELLA SICAV, will be held at the offices of RBC Dexia Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, on *May 8, 2009* at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Directors' and Auditors' Reports
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at December 31, 2008; allocation of the net results
3. Discharge to the directors
4. Statutory appointments
5. Directors' fees for the financial year 2008
6. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

For organizational reasons, those shareholders who wish to attend the Meeting in person are requested to register with RMF UMBRELLA SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, to the attention of Muller Anne-Marie (fax: +352 2460 3331), by May 5, 2009 at the latest.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009047731/584/24.

Catalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 107.390.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 11 mai 2009 à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2008.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047738/1267/15.

Gremir S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 14.109.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 15 mai 2009 à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2008.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047741/1267/15.

Soparec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 69.814.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 12 mai 2009 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2008.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047747/1267/15.

Sudring Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-9088 Ettelbruck, 147, rue de Warken.

R.C.S. Luxembourg B 107.508.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme SUDRING HOLDING S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 6 mai 2009 à 11.00 heures au siège social de la société à L-9088 Ettelbruck, 147, rue de Warken.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047749/750/16.

Brooklyn Bridge Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 38.667.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 12 mai 2009 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047751/795/15.

Ficus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.103.

Les actionnaires sont convoqués par le présent

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 12 mai 2009 à 17.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047753/795/15.

Doranda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 87.625.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

41051

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 12 mai 2009 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Ratification de la cooptation d'un administrateur
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047752/795/16.

Ilico, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 5.379.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 11 mai 2009 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047754/795/15.

Renu Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 26, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 13.155.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 12 mai 2009 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047756/795/15.

BlackRock Global Investment Series, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion daté du 31 mars 2009 a été déposé au registre de commerce et de sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2009.

Pour la société

BlackRock Fund Management Company S.A.

Signature

Référence de publication: 2009046331/267/13.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD01168. - Reçu 58,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Parafin Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 41.667.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *13 mai 2009* à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047755/795/16.

Sikasso S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 142.075.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *11 mai 2009* à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047757/795/15.

Privileged Investors, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 84.173.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of PRIVILEGED INVESTORS will be held at the registered office on *29 April 2009* at 11.00 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Presentation of the management report of the Directors and of the report of the Auditor.
2. Approval the statement of net assets and the statement of operations for the year ended December 31, 2008.
3. Allotment of results.
4. Discharge the Directors in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended December 31, 2008.
5. Renew of the mandates of the Directors and of the Auditor.
6. Miscellaneous.

In order to take part or to be represented at the annual general meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five days before the meeting with the following bank: BGL S.A., 50, avenue J.F. Kennedy, Luxembourg.

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by the majority of the shares present or represented at the meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009044468/755/22.

Tiger Tail Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 140.549.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 12 mai 2009 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047758/795/15.

Intercontinental Group for Commerce, Industry and Finance S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 14.070.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 4 mai 2009 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009043737/755/18.

Universal Group for Industry and Finance S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 25.651.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 4 mai 2009 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
5. Nominations statutaires,
6. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009043751/755/19.

Dival S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 37.630.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme DIVAL S.A. société de gestion de patrimoine familial - SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 30 avril 2009 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009044932/750/16.

Partidis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 15.262.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme PARTIDIS S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 30 avril 2009 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009044931/750/15.

Vitruvius, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 71.899.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Sitz der Gesellschaft am 30. April 2009 um 15.00 Uhr über folgende Tagesordnung beschließen soll:

Tagesordnung:

1. Billigung des Berichtes des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
Vorschlag des Verwaltungsrates: die Berichte des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers zu billigen
2. Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebniszuweisung per 31. Dezember 2008
Vorschlag des Verwaltungsrates: den Jahresabschlusses sowie die Ergebniszuweisung per 31. Dezember 2008 zu billigen
3. Entlastung für die Verwaltungsratsmitglieder
Vorschlag des Verwaltungsrates: die Verwaltungsratsmitglieder zu entlasten
4. Satzungsgemäße Ernennungen
Vorschlag des Verwaltungsrates: die Herren Alberto Folgja, Raffaele Martinelli, Carlo Maurizio Solaro del Borgo, Tiziano Brianza und Serge D'Orazio als Verwaltungsratsmitglieder und PricewaterhouseCoopers als Abschlussprüfer für ein Jahr wiederzuwählen
5. Verschiedenes

Die Beschlüsse über die Tagesordnung verlangen keine besondere Beschlussfähigkeit. Vollmachten sind am Sitz der Gesellschaft verfügbar.

Um an der Hauptversammlung teilnehmen zu können, muss jeder Aktionär seine Aktien einen Arbeitstag vor dem Datum der Versammlung bei der KBL European Private Bankers, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg hinterlegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2009044471/755/27.

Interlux Holding S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 53.065.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 30 avril 2009 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2008.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009044481/1023/18.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 40, Parc d'Activités Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 44.996.

Shareholders are invited to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

(hereinafter the "General Meeting") to be held at the registered office of the Company on April 30, 2009 at 2.00 p.m., to discuss and to vote on the following agenda:

Agenda:

1. Information on the impact of the French Court Protection from creditors ("Procédure de Sauvegarde") on the Company;
2. Presentation of the unaudited annual accounts and unaudited consolidated accounts ending on December 31st, 2008;
3. Decision to postpone the General Meeting convened to approve the audited annual accounts and audited consolidated accounts ending on December 31st, 2008, and the statutory elections;
4. Miscellaneous.

Attendance to the General Meeting:

Shareholders wishing to attend the General Meeting shall notify their intent at the latest on April 24, 2009, to one of the following persons:

- * CACEIS CORPORATE TRUST, 14, rue Rouget de Lisle, F-92189 Issy les Moulineaux; or
- * to their financial intermediary; or
- * directly to the Company.

Shareholders wishing to be represented at the General Meeting shall provide CACEIS CORPORATE TRUST with a proxy. Such proxy duly filled up with the shareholder name and a blocking certificate (as further described below) shall be provided to its financial intermediary or CACEIS CORPORATE TRUST at the latest on April 24, 2009. The proxy form will be available either at the offices of CACEIS CORPORATE TRUST, or at the registered office of the Company, or on the Company's website at www.orcogroup.com, or at their financial intermediary premises.

Shareholders who elect to attend the General Meeting in person must ask their financial intermediary (bank, financial institution or other intermediary) with whom their shares are on deposit, to send a blocking certificate for their shares to CACEIS CORPORATE TRUST. The blocking certificate must indicate clearly the precise identity of the owner of the Company shares, the number of shares being blocked, the date from which such shares are being blocked, and a statement

that the relevant shares are registered in the local bank or broker's records in the holder's name and shall be blocked until the close of the General Meeting. The shareholder must bring a copy of the blocking certificate to the General Meeting.

Shareholders of bearer shares wishing to attend in person or represented at the General Meeting shall also provide a statement of participation (attestation de participation), issued by the financial intermediary holding their securities, such statement indicating the number of shares held. The shareholders who do not have this statement may not participate to the vote.

Withholding threshold:

As indicated in the press release of February 4, 2005 available on the following Website address: www.orcogroup.com, the shareholders decided that any shareholder is under the obligation to immediately inform the Company in writing of the crossing either up or down of the thresholds set at 2.5 %, 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 33 %, 50 % and 66 %. Shareholders who do not inform the Company will not be able to use their voting right for the Ordinary General Meeting of Shareholders of the Company.

Furthermore where, within the fifteen days preceding the General Meeting, the Company will receive a threshold notification or becomes aware of the fact that a threshold notification has to be or should have been made in accordance with the provisions of the Luxembourg Law of 11 January 2008 relating to the transparency requirements, the board of directors of the Company reserves the right to postpone the General Meeting for up to four weeks.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009044487/1273/51.

Specials Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 96.396.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of SPECIALS FUND will be held at the registered office on 29 April 2009 at 11.30 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Presentation of the management report of the Directors and of the report of the Auditor.
2. Approval the statement of operations for the year ended December 31, 2008.
3. Allotment of results.
4. Discharge the Directors in respect of the carrying out of their duties during the year ended December 31, 2008.
5. Renew of the mandates of the Directors and of the Auditor.
6. Miscellaneous.

In order to take part or to be represented at the annual general meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five days before the meeting with the following bank: BGL S.A., 50, avenue J.F. Kennedy, Luxembourg.

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by the majority of the shares present or represented at the meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009044469/755/21.

Billecart Expansion Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 27.288.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 30 avril 2009 à 15.00 heures, au siège social à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 3 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:
Art. 3. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société pourra également acheter, vendre, louer et gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

2. Modification de l'article 22 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 22. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915 et aux lois modificatives.

3. Suppression du capital autorisé et modification de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Le capital social est fixé à deux millions trois cent soixante-dix-huit mille quatre cent trente-neuf Euros vingt et un Cents (€ 2.378.439,21), représenté par quarante-sept mille neuf cent soixante-treize (47.973) actions d'une valeur nominale de quarante-neuf virgule cinq mille sept cent quatre-vingt-sept Euros (€ 49,5787) chacune.

4. Modification du premier alinéa de l'article 15 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 15. (alinéa 1^{er}): L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier vendredi du mois de juin à 11.30 heures à Luxembourg à l'endroit spécifié dans les convocations. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable qui suit.

5. Suppression de l'article 13 des statuts.
6. Renumérotation des articles 14 à 22.

Les actionnaires sont avisés qu'un quorum d'au moins cinquante pour cent du capital est requis et que les décisions seront considérées comme adoptées dès lors qu'elles auront été approuvées aux 2/3 des votes exprimés.

Suit la traduction du texte qui précède en langue anglaise:

Shareholders are kindly convened to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders which will be held on the 30th April 2009 at 15.00 p.m. at the registered office in L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, with the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of article 3 of the articles of incorporation to give it the following reading:

Art. 3. The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The company may also buy, sell, rent and manage any real estates as well in the Grand-Duchy of Luxembourg as in foreign countries.

The corporation may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

2. Amendment of article 22 of the articles of incorporation to give it the following reading:

Art. 22. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915 and the amendments hereto.

3. Cancellation of the authorized capital and amendment of article 5 of the articles of incorporation to give it the following reading:

Art. 5. The corporate capital is set at two million three hundred seventy-eight thousand four hundred thirty-nine Euro twenty-one Cents (€ 2,378,439.21), divided into forty-seven thousand nine hundred seventy-three (47,973) shares with a par value of forty-nine point five thousand seven hundred eighty-seven Euro (€ 49.5787) each.

4. Amendment of the first paragraph of article 15 of the articles of incorporation to give it the following reading:

Art. 15. (paragraph 1): The annual meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices, on the last Friday of June at 11.30 a.m.. If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

5. Cancellation of article 13 of the articles of incorporation.
6. Renumbering of articles 14 to 22 of the articles of incorporation.

The shareholders are advised that a quorum of at least one half of the capital is required and that resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-third of the votes cast.

Référence de publication: 2009044797/503/76.

CommTrust Invest, Fonds Commun de Placement.

R.C.S. Luxembourg B 29.905.

—
Mitteilung an die Anteilhaber des CommTrust Invest
(Anteilklasse A: WKN 989 458 ISIN LU0094978979)

M.M.Warburg-LuxInvest S.A., die Verwaltungsgesellschaft des CommTrust Invest, gibt bekannt, dass für den oben genannten Fonds, welcher zum 31. Oktober 2008 aufgelöst wurde, das Auflösungsverfahren abgeschlossen ist. Die Liquidationserlöse wurden vollständig an die berechtigten Anteilhaber ausbezahlt.

Luxemburg, im April 2009.

M.M.Warburg-LuxInvest S.A.

Référence de publication: 2009047734/2112/11.

DreSpa Premium, Fonds Commun de Placement.

R.C.S. Luxembourg B 29.905.

—
Mitteilung an die Anteilhaber des DreSpa PREMIUM
(Anteilklasse A: WKN 750 773 ISIN LU0154861800)

M.M.Warburg-LuxInvest S.A., die Verwaltungsgesellschaft des DreSpa PREMIUM, gibt bekannt, dass für den oben genannten Fonds, welcher zum 31. Dezember 2008 aufgelöst wurde, das Auflösungsverfahren abgeschlossen ist. Die Liquidationserlöse wurden vollständig an die berechtigten Anteilhaber ausbezahlt.

Luxemburg, im April 2009.

M.M.Warburg-LuxInvest S.A.

Référence de publication: 2009047735/2112/11.

Master Strategy Warburg, Fonds Commun de Placement.

R.C.S. Luxembourg B 29.905.

—
Mitteilung an die Anteilhaber des Master Strategy Warburg
(Anteilklasse A: WKN A0H OVT ISIN LU00239940975)

M.M.Warburg-LuxInvest S.A., die Verwaltungsgesellschaft des Master Strategy Warburg, gibt bekannt, dass für den oben genannten Fonds, welcher zum 28. November 2008 aufgelöst wurde, das Auflösungsverfahren abgeschlossen ist. Die Liquidationserlöse wurden vollständig an die berechtigten Anteilhaber ausbezahlt.

Luxemburg, im April 2009.

M.M.Warburg-LuxInvest S.A.

Référence de publication: 2009047737/2112/11.

Tomkins Investments Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 100.000,00.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 23-25, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 115.563.

—
Le bilan au 20 août 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 30 mars 2009.

Pour la société

ATOZ S.A.

Aerogolf Center - Bloc B, 1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2009045470/4170/18.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01980. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

Mezzanine RE S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 145.670.

—
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the ninth day of March.
Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Mezzanine RE S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg not yet registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés and whose articles of incorporation have not yet been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the General Partner);

here represented by Maître Yannick Arbaut, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under a private seal; and

2. Coima S.r.l., a company incorporated under the laws of Italy, having its registered office at Via Fatebenefratelli 9, 20121 Milan, Italy registered with the Companies' Register of Milan with Italian tax code 00612730168;

here represented by Maître Yannick Arbaut, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under a private seal;

3. Mezzanine Finance LLC, Lewes (Delaware), Lugano Branch, a branch with registered office at Via Maggio 1, 6900 Lugano, Switzerland, incorporated under the laws of Switzerland and registered with the company register under the number CH-514.9.027.426-1;

here represented by Maître Yannick Arbaut, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under a private seal.

Said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a corporate partnership limited by shares (*société en commandite par actions*), which is hereby incorporated.

1. Art. 1. Form and Name.

1.1 There hereby exists an investment company in risk capital (*société d'investissement en capital à risque*), in the form of a corporate partnership limited by shares (*société en commandite par actions*) under the name of "Mezzanine RE S.C.A. SICAR" (the Company).

1.2 The Company shall be governed by the law dated 15 June 2004 on the investment company in risk capital as it may be amended from time to time (the SICAR Law), by the law dated 10 August 1915 on commercial companies as it may be amended from time to time (the Company Law) (provided that in case of conflicts between the Company Law and the SICAR Law, the SICAR Law shall prevail) as well as by these articles of association (the Articles).

2. Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the General Partner (as defined in article 14).

2.2 The General Partner shall further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a partnership limited by shares incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

3. Art. 3. Term of company - Dissolution.

3.1 Without prejudice to the provisions of the prospectus of the Company drawn up in accordance with article 23 of the SICAR Law (the Prospectus) and subject to the provisions of the next paragraphs, the Company is incorporated for a limited period of time and will be automatically put into liquidation on the tenth anniversary of the Final Closing, as subsequently defined, of the Company. In this context the term Final Closing means the date 18 months after the Initial Closing (unless extended by the General Partner in accordance with the provisions of the Prospectus) and the term Initial Closing means the date of issue of the first Ordinary Shares (as defined below), as determined by the General Partner.

3.2 At the discretion of the General Partner (and without prejudice to the provisions of the Prospectus), the holders of the ordinary shares (the Ordinary Shares or A Shares), the privileged shares (the Privileged Shares or C Shares) and the General Partner share (the GP Share or B Share), collectively referred to as the Shareholders, may be invited to resolve upon the extension of the life of the Company for one or two terms not exceeding twelve months each to prepare and enable an orderly liquidation. Any such decision will be subject to the rules for amendments of these Articles, but with a qualified quorum and majority of 85% of the outstanding share capital and with the affirmative vote of the General Partner (a Special Consent).

3.3 Notwithstanding article 3.1 and 3.2 above, the Company may be terminated before its term:

(a) in case of dissolution, liquidation or insolvency of the General Partner (being provided that any Transfer of the General Partner's GP Share in accordance with articles 9.1 to 9.2 shall not trigger the termination of the Company);

(b) by decision of the General Partner, subject to Special Consent (and without prejudice to the provisions of the Prospectus);

(c) subject to Special Consent, in the event of a change of law which, in the reasonable opinion of the General Partner makes the continuation of the Company unlawful, impractical or inadvisable.

3.4 The Company may be dissolved with the consent of the General Partner by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles, as prescribed in article 26 hereto, as well as in the Company Law.

4. Art. 4. Purposes.

4.1 The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in risk capital within the widest meaning permitted under the SICAR Law. The Company may also invest the funds available to it in any other assets permitted by law and consistent with its purpose.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose and may, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in companies or other entities or arrangements (such as a limited partnership or unit trust) in which the Company holds any direct or indirect interest (whether characterised as equity, debt or otherwise, including a co-investment or fractional interest) for the purpose of structuring the holding of an investment, as further detailed in the Prospectus (Holding Companies);

(b) borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) advance, lend or deposit money or give credit to companies and undertakings;

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any director, manager or other agent of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest (including, for avoidance of doubt, any Holding Company), or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company;

to the fullest extent permitted under the SICAR Law but in any case subject to the terms and limits set out in the Prospectus.

5. Art. 5. Share capital, Shares, Net asset value.

5.1 The share capital of the Company shall be represented by fully paid shares (the Shares) of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to article 11 hereof.

5.2 The capital must reach one million Euros (EUR 1,000,000) within twelve months of the date on which the Company has been registered as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) under the SICAR Law on the official list of Luxembourg SICARs, and thereafter may not be less than this amount.

5.3 The initial capital of the Company is fixed at EUR 31,000 (thirty one thousand) represented by thirty (30) fully paid up Ordinary Shares and one (1) GP Share with no par value.

5.4 The share capital of the Company shall be represented by the following classes of Shares (the Classes) of no par value:

(a) the GP Share or B Share which:

- shall be reserved to the General Partner, as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company;
- does not oblige its holder to make a Loan Commitment (as defined below);

and

(b) Ordinary Shares or A Shares which:

- shall be reserved for shall be subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires);
- oblige their holders to make a loan commitment (the Loan Commitment) in accordance with the provisions of the Prospectus;
- oblige their holders to pay a management and subscription fee in accordance with the provisions of the Prospectus;

- will be converted into default shares (Default Shares) in the circumstances described in the Prospectus and article 8 hereto;

and

(c) Privileged Shares or C Shares which:

- shall be reserved to the Co-Sponsors (as defined in the Prospectus), the General Partner and their Affiliates;
- do not oblige their holders to make a Loan Commitment;
- give their holders the right to a carry amount (the Carry Amount) in accordance with the provisions of the Prospectus.

5.5 A separate net asset value per share (NAV per Share), which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class of Shares.

5.6 Shares pertaining to a Class of Shares may, as the General Partner shall determine, be further sub-divided in series of shares that will be considered for the purposes of the Companies Law as distinct categories of shares and any reference to a Class of Shares in these Articles shall mean, where appropriate, a reference to a particular series of such Class of Shares. The features, terms and conditions of any such series shall be disclosed in the Prospectus.

5.7 The Company may create additional Classes whose features may differ from the existing Classes, in accordance with, and subject to, the SICAR Law and the Companies Law. Upon creation of new Classes, the Prospectus will be updated.

6. Art. 6. Form of shares.

6.1 The limited shares of the Company (i.e., all shares of whatever Class except the GP Share) shall and will continue to be in the registered form. The GP Share is and will continue to be in the registered form.

6.2 All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept at the registered office by the Company or by one or more persons designated for this purpose by the Company, where it will be available for inspection by any Shareholder. Such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of registered shares held by him, the amount paid up on each share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

6.3 The Company shall not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

6.4 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into the register of Shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.5 The Company recognises only one owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Company. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee. Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

6.6 Subject to the provisions of article 9, the transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the Shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

6.7 Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders, in respect of registered Shares at their addresses indicated in the register of Shareholders. Payments of dividends, if any, will be made to the Shareholders in the manner prescribed by the General Partner from time to time.

7. Art. 7. Issue of shares.

7.1 The General Partner is authorised without limitation to issue fully paid shares (to the exclusion of additional GP Shares) at any time in accordance with this article 7 without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

7.2 With the exclusion of the GP Share, Shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors in the meaning of article 2 of the SICAR Law (Well-Informed Investors). For the avoidance of doubt, the members of the board of managers of the General Partner and the other persons involved in the management of the Company are regarded as Well-Informed Investors for the purpose of article 2 of the SICAR Law.

7.3 Potential Shareholders shall be proposed to commit, or increase their commitments, to subscribe to Ordinary Shares and Privileged Shares and their related Loan Commitments on one or more dates or periods as determined by the General Partner and taking place between the Initial Closing and the Final Closing (each such date or period a Closing) and which shall be indicated and more fully described in the Prospectus. A process determined by the General Partner and described in the Prospectus shall govern the chronology of the issue of Shares in the Company.

7.4 Payments for subscriptions to Ordinary Shares or Privileged Shares shall be made in whole on a Closing or on any other date and under the terms and conditions as determined by the General Partner and as indicated and more fully described in the Prospectus. The modes of payment in relation to such subscriptions shall be determined by the General Partner and more fully described in the Prospectus.

7.5 The General Partner may determine any other subscription conditions such as minimum commitments on Closings, subsequent commitments, default interests or restrictions on ownership. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the Prospectus. The General Partner may also impose restrictions on the frequency at which Ordinary Shares or Privileged Shares shall be issued. The General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares or Privileged Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other frequency as provided for in the Prospectus. In addition, the General Partner may impose on any subsequent Shareholders the payment of such equalisation amount or catch up amount and/or their pro-rata portion of the management fee, subscription fee and set-up fees and expenses in accordance with the provisions of the Prospectus.

7.6 The General Partner may confer the authority upon any of its members, any manager, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued shares and to deliver these shares.

7.7 The General Partner may, in its absolute discretion, accept or reject any request for subscription for Ordinary Shares or Privileged Shares.

8. Art. 8. Default shares.

8.1 If a Shareholder fails to advance to the Company an amount which is the subject of a drawdown notice (whether in respect of the subscription to Shares or in relation to that Shareholder's Loan Commitment) on or before the date of expiry of such drawdown notice (the Due Date), then the Shareholder shall be considered as a Defaulting Shareholder.

8.2 If the Defaulting Shareholder fails to remedy such default within a period of 5 business days (as defined in the Prospectus) commencing on the Due Date and pay to the Company:

(a) the amount requested under the drawdown notice;

(b) interest on the amount outstanding under (a) for the period from the Due Date up to the date of payment thereof at the annual rate of six months EURIBOR plus 400 basis points;

(c) any interest and charges relating to the use of any financing incurred by the Company pursuant to the terms of the Prospectus to fund the shortfall caused by the Defaulting Shareholder;

then the Ordinary Shares registered in the name of the defaulting Shareholder will automatically convert into default shares (Default Shares). The Default Shares are not entitled to vote and may be redeemed by the Company at the end of the life of the Company and only after all other Shareholders have received Distributions equal to their respective entitlements as set forth in the Prospectus and article 24, at the lesser of the amounts calculated in accordance with the formula under (i) and (ii) below:

(i) $A - (B + C)$

whereby:

A = any Contribution made by the Defaulting Shareholder;

B = any Distributions or amounts returned to the Shareholder (and not redrawn), before the Defaulting Shareholder became a Defaulting Shareholder;

C = the share of the Defaulting Shareholder in the management fee, the subscription fee and other costs (including the interest on the debt facility as set forth in the Prospectus) calculated from the Due Date until the liquidation of the Company.

(ii) $(D + B) - C$

whereby:

B = any Distributions (as defined in article 24) or amounts returned to the Shareholder (and not redrawn) before the Defaulting Shareholder became a Defaulting Shareholder;

C = the share of the Defaulting Shareholder in the management fee, the subscription fee and other costs (including the interest on the debt facility as set forth in the Prospectus) calculated from the Due Date until the liquidation of the Company;

D = any Distributions (as defined in article 24) the Company would have made to the Defaulting Shareholder after becoming a Defaulting Shareholder in respect of those investments that are made by the Company before the Defaulting Shareholder became a Defaulting Shareholder;

(the amounts calculated in accordance with the formula under (i) and (ii) being the Proceed of the Defaulting Shareholder).

8.3 The Proceed of the Defaulting Shareholder will be further reduced by:

- (a) 40% if the relevant Shareholder becomes a Defaulting Shareholder between the date of incorporation of the Company and the first anniversary of the Final Closing;
- (b) 30% if the relevant Shareholder becomes a Defaulting Shareholder between the first and the second anniversary of the Final Closing;
- (c) 20% if the relevant Shareholder becomes a Defaulting Shareholder between the second and the third anniversary of the Final Closing; and
- (d) 10% if the relevant Shareholder becomes a Defaulting Shareholder between the third and the fourth anniversary of the Final Closing.

9. Art. 9. Transfer of shares. Transfer of GP Shares

9.1 The General Partner shall not sell, assign, transfer, exchange, pledge, encumber or otherwise dispose of (Transfer) the GP Share or of all or any part of its rights and obligations as a general partner, or voluntarily withdraw from its position as general partner of the Company, without the approval of Investors holding 50% of the aggregate of the capital contributions and Loan Commitments of the Shareholders (to the exclusion of the General Partner, the Co-Sponsors (as defined in the Prospectus) and any of their Affiliates) to the Company and such (regulatory) approval as is necessary under applicable laws.

9.2 For the avoidance of doubt, no compensation shall be payable to the General Partner if it voluntarily withdraws in the circumstances described in this article. The transfer of the General Partner's rights and obligations under this article shall not, for the avoidance of doubt, cause the dissolution of the Company.

Transfer of Ordinary Shares and Privileged Shares

9.3 No Transfer of all or any part of any Ordinary Shares or Privileged Shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an Affiliate or by operation of law), shall be valid or effective unless:

- (a) the General Partner has given its consent to such Transfer;
- (b) none of the Restrictions on Transfer (as defined below) apply.

9.4 The General Partner may give or withhold its consent to a Transfer in its absolute discretion for any reason whatsoever provided that the General Partner:

- (a) shall not unreasonably withhold its consent to any Transfer to any Affiliate of the holder of Ordinary Shares concerned; and
- (b) shall, where a Shareholder holds its Ordinary Shares as trustee, not unreasonably withhold its consent to any Transfer of such Shareholder's Ordinary Shares to a new trustee provided that it is held on the same trusts and that the beneficial ownership remains unchanged.

9.5 For the purposes of these Articles an Affiliate means

- (a) in the case of a company:
 - (i) any company which is its direct or indirect holding company or subsidiary or a direct or indirect subsidiary of that holding company; or
 - (ii) a company (or a direct or indirect subsidiary of a company) or other legal entity which controls or is controlled by the person concerned;
- (b) in the case of an individual, the spouse or direct descendant and ascendants of any kind, and any company directly or indirectly controlled by such person and his affiliates within the meaning of paragraph (a) of this definition; or
- (c) in the case of a legal entity other than a company, the members and any company directly or indirectly controlled by such person and his affiliates within the meaning of paragraph (a) of this definition, except in all cases, any company or entity in which the Company holds an investment.

9.6 No Transfer shall be valid or effective if any of the following restrictions (Restrictions on Transfer) apply or would apply if the Transfer were valid or effective:

- (a) the Transfer would result in a violation of applicable law, including United States Federal or State securities laws, or any term or condition of the Prospectus;
- (b) the Transfer would result in the Company being subject to ERISA
- (c) the Transfer would result in the Company being required to register as a non-harmonised collective investment undertaking in any EU Member State or as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940, as amended; or
- (d) the Transfer would result in the Company being subject to any other adverse tax, legal or regulatory consequences.

9.7 It shall be a condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

- (a) the transferee, if not already a Shareholder, enters into an undertaking to observe and perform the provisions and obligations that are set forth in the Prospectus and these Articles and to that effect signs a letter of adherence in the form annexed to the investor and shareholders agreement entered into between the Shareholders upon the Company's incorporation (the Shareholders Agreement);

(b) in the event of a Transfer of Ordinary Shares, the transferor at the same time as the transfer of Ordinary Shares procures the transfer of all of its undrawn Loan Commitment, in proportion to the Ordinary Shares sold, to the transferee and that the transferee undertakes to fully and completely assume all outstanding obligations of the transferor towards the Company to subscribe for Shares or to provide funds to the Company;

(c) the transferee be a Well-Informed Investor.

10. Art. 10. Redemption of shares.

10.1 The Company is a closed-ended SICAR and Shares shall not be redeemable at the request of a Shareholder.

Redemption of shares at the initiative of the Company

10.2 The General Partner may redeem Shares of any Class, on a pro rata basis among Shareholders, in order to distribute proceeds generated by an investment through returns or its disposal, subject to compliance with the relevant distribution scheme as provided for in the Prospectus.

10.3 The Company will announce in due time the redemption by way of mail addressed to the Shareholders by the General Partner.

10.4 The General Partner may compulsorily redeem the shares:

(a) in circumstances as set out, and pursuant to, article 8.2 above;

(b) in all other circumstances, in accordance with the terms and conditions set out in the Shareholders Agreement and Prospectus.

General - Other redemptions of shares

10.5 The repurchase by the Company of its own shares in circumstances other than those referred to in article 8.2 and this article 10 shall take place by virtue of a resolution of, and on the terms and conditions to be decided upon by, the general meeting of Shareholders (the General Meeting) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

10.6 All redeemed shares may be cancelled.

11. Art. 11. Determination of the net asset value.

11.1 The net asset value (the NAV) of the Shares shall be expressed in euro as a per share figure and shall be calculated in good faith in Luxembourg only once a year as at the last business day (being a day when banks are open for business in Luxembourg) of December (the Valuation Date).

11.2 The administrative agent of the Company shall under the supervision of the General Partner compute the NAV per Class as follows: each Class participates in the Company according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class on a given Valuation Date adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Date represents the total Net Asset Value attributable to that Class on that Valuation Date. A separate Net Asset Value per Share, which may differ as consequence of these variable factors, will be calculated for each Class as follows: the Net Asset Value per Share of that Class on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class then outstanding on that Valuation Date.

11.3 The assets of the Company shall include:

(a) all investments registered in the name of the Company or any of its Holding Companies;

(b) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

(c) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered);

(d) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned by the Company or contracted for by the General Partner;

(e) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company or the Custodian (as defined in article 22);

(f) interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;

(g) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

11.4 The value of the assets of the Company will be determined as follows:

(a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(b) any transferable security and any money market instrument negotiated or listed on a stock exchange or any other organised market will be valued on the basis of the last known price, unless this price is not representative, in which case the value of such asset will be determined on the basis of its fair value estimated by the General Partner with good faith;

(c) investments in private equity securities other than the securities mentioned above will be estimated with due care and in good faith, in accordance with the guidelines and principles for valuation of portfolio companies set out by the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines, published by the European Private Equity Venture Capital Association (EVCA), the British Venture Capital Association (BVCA) and the French Venture Capital Association (AFIC) in October 2006;

(d) if the price as determined above is not representative, and in respect of any assets which are not referred to above, the value of such assets will be determined on the basis of the acquisition price thereof including all costs, fees and expenses connected with such acquisition or, if such acquisition price is not representative, on the fair value thereof determined prudently and in good faith.

11.5 The NAV as of any Valuation Date will be made available to Shareholders at the registered office of the Company within 120 business days following the relevant Valuation Date.

11.6 The value of the assets denominated in a currency other than the euro will be translated at the rate of exchange prevailing at the time of calculation of the NAV.

11.7 The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all loans, bills and accounts payable;
- (b) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- (c) all accrued or payable administrative expenses;
- (d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property;
- (e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the relevant Valuation Date, as determined from time to time by the General Partner, and other reserves, if any, authorised and approved by the General Partner; and
- (f) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable and all costs incurred by the Company.

12. Art. 12. Temporary suspension of the calculation of the NAV.

12.1 The Company may suspend the calculation of the net asset value of Shares in the case of:

- (a) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company would be impracticable;
- (b) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to the Company; or
- (c) when, for any other reason, the prices of any investments owned by the Company cannot be promptly or accurately ascertained.

12.2 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby.

13. Art. 13. Liability of shareholders.

13.1 The owners of limited shares (i.e., Shares of whatever Class to the exclusion of the GP Share) are only liable up to the amount of their capital contribution made to the Company. The holders of limited shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in General Meetings.

13.2 The General Partner's liability shall be unlimited.

14. Art. 14. Management.

14.1 The Company shall be managed by the General Partner. The General Partner who shall be the liable partner (actionnaire gérant commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

14.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by law or by these Articles to the meeting of Shareholders.

14.3 The General Partner shall namely have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary or advisable or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner shall have, and shall have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

15. Art. 15. Authorised signature. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the corporate signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in his discretion, except that such authority may not be conferred to a limited partner (actionnaire commanditaire) of the Company.

16. Art. 16. Investment policy and Restrictions.

16.1 The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policy of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the General Partner in the Prospectus, in compliance with applicable laws and regulations.

16.2 The General Partner shall also have power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Company's assets, in accordance with the SICAR Law including, without limitation, restrictions in respect of:

- (a) the borrowings of the Company and the pledging of its assets; and
- (b) the maximum percentage (if any) of the Company's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage (if any) of any type of investment which it may acquire.

17. Art. 17. Conflict of interests.

17.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors, managers or officers of the General Partner or the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

17.2 Any director, manager or officer of the General Partner or of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

18. Art. 18. Indemnification.

18.1 Without prejudice to the terms of the Prospectus, the Company may indemnify the General Partner, the Company's investment advisor or manager, the Co-Sponsors (as defined in the Prospectus) and certain persons or entities involved in the management and administration of the Company, any of their director or officers, direct and indirect Shareholders, members, agents, employees and consultants, and his heirs, executors and administrators as well as any third party service provider (each an Indemnified Party), against all claims, losses, damages, liabilities, costs and expenses, including legal fees arising from a claim or alleged claim, judgments and amounts paid in settlement, to which they may be or become subject by reason of their activities on behalf of the Company, other than for matters which a court of competent jurisdiction has found to have resulted directly and primarily from the Indemnified Party's own gross negligence, wilful misconduct, fraud or of the Indemnified Party's wilful and material breach of, as appropriate, the terms of the relevant Shareholders' Agreement or service provider's agreement.

18.2 In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

19. Art. 19. Meetings of shareholders.

19.1 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the first Friday in June of each year at 12am. If such day is not a Luxembourg business day, the annual General Meeting shall be held on the next following Luxembourg business day.

19.2 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner exceptional circumstances so require.

19.3 Other meetings of the Shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting, provided that no General Meeting may take place in the United States of America, its territories or possessions.

19.4 All General Meetings shall be chaired by the General Partner.

19.5 Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It may only resolve on any item whatsoever with the consent of the General Partner.

19.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

20. Art. 20. Notice, Quorum, Convening notices, Powers of attorney and Vote.

20.1 The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

20.2 The General Partner may convene a General Meeting. It shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if Shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more Shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one

or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least 5 (five) days before the relevant General Meeting.

20.3 All the Shares of the Company being in registered form, the convening notices shall be made by registered letters only.

20.4 Each Share is entitled to one vote, subject to the provisions of article 8.2.

20.5 Except as otherwise required by law, by these Articles or by the terms of the Prospectus, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting with the consent of the General Partner.

20.6 However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted in a General Meeting properly convened and constituted in accordance with the Companies Law, the terms of the Prospectus and any other relevant Luxembourg law.

20.7 The nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders.

20.8 Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Class of Shares vis-à-vis those of any other Class of Shares shall only be valid if passed in accordance with article 68 of the Companies Law.

20.9 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person who need not be a Shareholder as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

20.10 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

20.11 The Shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (ii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company forty-eight (48) hours before the relevant General Meeting.

20.12 The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

21. Art. 21. Auditors.

21.1 The accounting information contained in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

21.2 The auditor shall fulfil all duties prescribed by the SICAR Law.

22. Art. 22. Custodian.

22.1 The Company shall enter into a custodian agreement with a bank or savings institution which shall satisfy the requirements of the SICAR Law (the Custodian) who shall assume towards the Company and its Shareholders the responsibilities provided by the SICAR Law. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian agreement.

22.2 In the event of the Custodian desiring to retire, the General Partner shall within two months appoint another financial institution to act as custodian and upon doing so the directors shall appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The General Partner shall have power to terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

23. Art. 23. Accounting year - Accounts.

23.1 The accounting year of the Company shall begin on 1 January and it shall terminate on 31 December of each year.

23.2 The accounts of the Company shall be expressed in euros.

24. Art. 24. Allocation of profits.

24.1 Net income and capital gains of the Company shall be distributed in accordance with the provisions (including the waterfall arrangement) set forth in the Prospectus and will be paid primarily as reimbursement of Loan Commitments, in the first instance, and thereafter as distribution of dividends and reserves (Distributions). Any Distributions may be subject to a clawback, as described in the Prospectus.

24.2 Without prejudice to the terms of the Prospectus, it is expected that Distributions shall be made at the reasonable discretion of the General Partner, as soon as reasonably practicable after the relevant amount has become available for Distribution.

24.3 The General Partner shall not be obliged to cause the Company to make any Distribution:

- (a) unless there is sufficient cash available;
- (b) which would render the Company insolvent; or

(c) which, in the opinion of the General Partner, would or might leave the Company with insufficient funds or profits to meet any future contemplated obligations, liabilities or contingencies (including, without limitation, any type of fee or other payment payable to the General Partner).

24.4 The General Partner may, in its absolute discretion, retain all or part of a Distribution and instead reinvest or apply the amount not so distributed by way of set-off against amounts due from Shareholders by way of drawdown (of any amount committed by the Shareholders to be paid to the Company). The amounts so applied will increase the Loan Commitment of or capital contributions (to be made by) the Shareholders and the General Partner shall forthwith notify all the Shareholders thereby affected as soon as practicable after the relevant month end for which the Distribution would otherwise be made.

25. Art. 25. Dissolution and Liquidation.

25.1 The Company may be voluntarily dissolved by a resolution of a Shareholders' Meeting with the consent of the General Partner.

25.2 The operations of the Company shall be conducted by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities), who, after having been approved by the Luxembourg regulator for the financial sector, shall be appointed by a Shareholders' Meeting, which shall determine their powers and compensation.

26. Art. 26. Amendments.

26.1 These Articles may be amended from time to time by a General Meeting, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg, and subject to the consent of the General Partner.

26.2 Any amendment to these Articles with a view to change the legal regime of the Company from an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) under the SICAR Law into any other regulated or unregulated investment vehicle will require the unanimous consent of the Shareholders (including, for the avoidance of doubt, the General Partner).

27. Art. 27. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined by application of the provisions of Luxembourg law, and, in particular, the Company Law and the SICAR Law in accordance with Article 1.2.

Transitional provisions

The first business year begins today and ends on 31 December 2009.

The first annual General Meeting will be held on the first Friday in June 2010 at 12am.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the parties appearing hereby declare that they subscribe to thirty one (31) shares representing the total share capital of the Company as follows:

Mezzanine RE S.à r.l., prenamed:	1 (one) GP share
Coima S.r.l, prenamed:	15 (fifteen) Ordinary Shares
Mezzanine Finance LLC, Lewes (Delaware), Lugano Branch, prenamed	15 (fifteen) Ordinary Shares
Total:	31 (thirty one) shares

All these shares have been fully paid up by the shareholders by payment in cash, so that the sum of EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) paid by the shareholders is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 7,000.- (seven thousand euro).

Resolutions of the shareholders

The above named parties, representing the whole of the subscribed capital, have passed with the consent of the General Partner the following resolutions:

1. that there be appointed Audit & Compliance S.à r.l., with registered office at 65 rue des Romains, L - 8041 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg as external auditor (réviseur d'entreprises) of the Company until the date of the annual general meeting of the Company's shareholders which will approve the financial statements of the Company for the financial year ended on 31 December 2009;

2. that the address of the registered office of the Company is at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed the present deed together with the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil neuf, le neuf mars.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, résident à Luxembourg.

Ont comparu

1. Mezzanine RE S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, avec siège social à 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et dont les statuts n'ont pas encore été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (l'Associé Gérant Commandité);

ici représentée par Maître Yannick Arbaut, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

2. Coima S.r.l., une société de droit italien, avec siège social à Via Fatebenefratelli 9, 20121 Milan, Italie, enregistrée auprès du Registre des Sociétés de Milan avec le numéro fiscal 00612730168;

ici représentée par Maître Yannick Arbaut, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

3. Mezzanine Finance LLC, Lewes (Delaware), Lugano Branch, une succursale ayant son siège social à Via Maggio 1, 6900 Lugano, Suisse, constituée en vertu du droit suisse et enregistrée au registre des sociétés sous le numéro CH-514.9.027.426-1;

ici représentée par Maître Yannick Arbaut, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes, ainsi que par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte notarié pour être soumises ensemble avec l'acte à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, agissant en leurs qualités respectives, ont requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts d'une société en commandite par actions qu'ils déclarent constituer entre eux et qu'ils ont arrêtés comme suit:

1. Art. 1^{er}. Dénomination.

1.1 Il est établi une société d'investissement en capital à risque sous la forme d'une société en commandite par actions sous la dénomination de "Mezzanine RE S.C.A. SICAR" (la Société).

1.2 La Société est régie par les dispositions de la loi du 15 juin 2004 sur la société d'investissement en capital à risque, telle que modifiée (la Loi sur la SICAR), de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés) (étant entendu qu'en cas de conflit entre la Loi sur les Sociétés et la Loi sur la SICAR, la Loi sur la SICAR prévaut) ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

2. Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg-ville par une résolution de l'Associé Gérant Commandité (tel que défini à l'article 14).

2.2 L'Associé Gérant Commandité a le droit d'établir des succursales, bureaux, centres administratifs et agences à n'importe quel endroit qu'il juge approprié, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Grand-Duché de Luxembourg.

2.3 Lorsque l'Associé Gérant Commandité estime que des développements ou événements politiques ou militaires extraordinaires de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et des personnes l'étranger se produisent ou sont imminents, le siège social peut être provisoirement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise nonobstant le transfert temporaire de son siège social.

3. Art. 3. Durée de la société - Dissolution.

3.1 Sans préjudice des dispositions du prospectus de la Société établi conformément à l'article 23 de la Loi sur la SICAR (le Prospectus) et conformément aux dispositions des paragraphes suivants, la Société est constituée pour une durée limitée et sera automatiquement mise en liquidation au dixième anniversaire du Closing Final, tel que défini ci-après, de la Société. Dans ce contexte, le terme Closing Final signifie la date 18 mois après le Closing Initial (sauf extension décidée par l'Associé Gérant Commandité conformément aux dispositions du Prospectus) et le terme Closing Initial signifie la date d'émission des premières Actions Ordinaires (telles que définies ci-dessous), telle que déterminée par l'Associé Gérant Commandité.

3.2 A la discrétion de l'Associé Général Commandité (et sans préjudice des dispositions du Prospectus), les détenteurs d'actions ordinaires (les Actions Ordinaires ou Actions A), des actions privilégiées (les Actions Privilégiées ou Actions

C) et de l'Action de l'Associé Gérant Commandité (l'Action AC ou Action B), désignés collectivement comme les Actionnaires, peuvent être invités à décider d'une extension de la durée de la Société pour une ou deux périodes n'excédant pas douze mois chacune, afin de préparer et rendre possible une liquidation en bon ordre. Une telle décision sera soumise aux règles de modification des présents Statuts, mais avec un quorum qualifié et une majorité de 85% du capital social en circulation et avec le vote affirmatif de l'Associé Gérant Commandité (le Consentement Spécial).

3.3 Nonobstant les articles 3.1 et 3.2 ci-dessus, la Société peut être dissoute avant son terme:

(a) en cas de dissolution, de liquidation ou d'insolvabilité de l'Associé Gérant Commandité (étant entendu que tout Transfert de l'Action AC de l'Associé Gérant Commandité conformément aux articles 9.1 à 9.2 ne déclenche pas la liquidation de la Société);

(b) sur décision de l'Associé Gérant Commandité, sous réserve du Consentement Spécial (et sans préjudice des dispositions du Prospectus);

(c) sous réserve du Consentement Spécial, en cas de changement de loi qui, d'avis raisonnable de l'Associé Gérant Commandité, rend la continuation de la Société illégale, impraticable ou contre-indiquée.

3.4 La Société peut être dissoute avec le consentement de l'Associé Gérant Commandité par une décision des actionnaires adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts, tel que prévu par l'article 26 des présents statuts, ainsi que par la Loi sur les Sociétés.

4. Art. 4. Objet.

4.1 L'objet de la Société est l'investissement des fonds mis à sa disposition en capital à risque au sens le plus large autorisé par la Loi sur la SICAR. La Société peut également investir les fonds mis à sa disposition dans d'autres actifs autorisés par la loi et conformes à son objet.

4.2 La Société peut prendre toutes mesures et effectuer toute transaction qu'elle juge utile pour l'accomplissement et le développement de son objet et peut, en particulier et sans limitation:

(a) investir directement ou à travers des participations directes ou indirectes dans des sociétés ou des autres entités ou arrangements (tels que des sociétés en commandite ou des fonds communs de placement) dans lesquels la Société détient des intérêts directs ou indirects (qu'il s'agisse de titres, dettes ou autres, y compris un co-investissement ou une fraction d'intérêt) afin de structurer la détention d'un investissement, tel que détaillé dans le Prospectus (Sociétés Holding);

(b) emprunter de l'argent sous toute forme et obtenir des lignes de crédit et lever des fonds par, y compris, mais sans limitation, l'émission d'obligations, de billets à ordre, et autres instruments de créance ou participatifs;

(c) avancer, prêter ou déposer de l'argent ou octroyer des crédits à des sociétés et entreprises;

(d) consentir des garanties, nantissements ou toutes autres formes de sûretés, que ce soit par engagement personnel, par hypothèque ou par charge sur tout ou une partie des avoirs (présents ou à venir) de la Société ou par toutes ou certaines de ces méthodes afin de garantir l'accomplissement de tout contrat ou obligation de la Société, ou de tout administrateur, gérant ou autre mandataire de la Société, ou de sociétés dans lesquelles la Société ou sa société mère a un intérêt direct ou indirect (y compris, pour éviter tout doute, de toute Société Holding) ou de toute société actionnaire direct ou indirect de la Société ou de toute société appartenant au même groupe que la Société;

dans le sens le plus large autorisé par la Loi sur la SICAR, mais dans tous les cas sous réserve des termes et limites décrits dans le Prospectus.

5. Art. 5. Capital social, Actions, Valeur nette d'inventaire.

5.1 Le capital social de la Société est représenté par des actions entièrement libérées (les Actions) n'ayant pas de valeur nominale et sera à tout moment égal au total des actifs nets de la Société conformément à l'article 11 des présentes.

5.2 Le capital doit atteindre un million d'euros (EUR 1.000.000) dans les douze mois à partir de la date de l'enregistrement de la Société en tant que société d'investissement en capital à risque soumise à la Loi sur la SICAR sur la liste officielle des SICARs luxembourgeoises, et ne peut par la suite être inférieure à ce montant.

5.3 Le capital initial de la Société est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille euros) représenté par 30 (trente) Actions Ordinaires entièrement libérées et une Action AC sans valeur nominale.

5.4 Le capital social de la Société est représenté par les catégories d'Actions suivantes (les Catégories) n'ayant pas de valeur nominale:

(a) l'Action AC ou Action B qui:

- est réservée à l'Associé Gérant Commandité, en tant qu'associé gérant commandité de la Société;

- n'oblige pas son détenteur à faire un engagement de prêt (tel que défini ci-dessous);

et

(b) les Actions Ordinaires ou Actions A qui:

- sont réservées aux actionnaires commanditaires;

- obligent leurs détenteurs s'engager de faire un engagement de prêt (l'Engagement de Prêt) conformément aux dispositions du Prospectus;

- obligent leurs détenteurs à payer la commission de gestion et la commission de souscription conformément aux dispositions du Prospectus;
- seront converties en Actions impayées (Actions Impayées) dans les circonstances décrites dans le Prospectus et l'article 8 des présentes;

(c) les Actions Privilégiées ou Actions C qui:

- sont réservées aux Co-promoteurs (tels que définis dans le Prospectus), à l'Associé Gérant Commandité et à leurs Affiliées;
- n'obligent pas leurs détenteurs de faire un Engagement de Prêt;
- donnent le droit à leurs détenteurs à un "carry amount" (le Carry Amount) conformément aux dispositions du Prospectus.

5.5 Une valeur nette d'inventaire par action (VNI par Action), pouvant varier suite à ces facteurs variables, sera calculée pour chaque Catégorie d'Actions.

5.6 Les Actions appartenant à une Catégorie peuvent, tel que déterminé par l'Associé Gérant Commandité, être subdivisées en séries d'Actions qui seront considérées pour les besoins de la Loi sur les Sociétés comme catégories distinctes d'Actions et toute référence à une Catégorie dans les présents Statuts signifiera, là où c'est approprié, une référence à une série particulière de cette Catégorie. Les caractéristiques et conditions de chacune de ces séries sont décrites dans le Prospectus.

5.7 La Société peut créer des Catégories supplémentaires dont les caractéristiques peuvent différer des Catégories existantes, conformément aux dispositions de la Loi sur la SICAR et la Loi sur les Sociétés. A la création de nouvelles Catégories, le Prospectus sera mis à jour.

6. Art. 6. Forme des actions.

6.1 Les Actions commanditaires de la Société (c'est-à-dire toutes les Actions de toutes les Catégories à l'exception de l'Action AC) sont et resteront nominatives. L'Action AC est et restera nominative.

6.2 Toutes les Actions nominatives émises de la Société seront reprises dans le registre des Associés qui sera conservé au siège social par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées dans ce but par la Société, où il sera à la disposition pour vérification par tout Actionnaire. Le registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'Actions nominatives, son lieu de résidence ou domicile élu tel qu'indiqué à la Société, le nombre et la Catégorie d'Actions nominatives détenues par lui, le montant libéré pour chacune des Actions, et le transfert d'Actions et les dates de ces transferts. La propriété des Actions sera établie par l'enregistrement dans ce registre.

6.3 La Société n'émet pas de certificats pour ces enregistrements, mais chaque Actionnaire reçoit une confirmation écrite de son actionariat.

6.4 Au cas où un Actionnaire ne fournit pas d'adresse, la Société peut autoriser l'inscription d'une note à cet effet dans le registre des Actionnaires et l'adresse de l'Actionnaire sera réputée être située au siège social de la Société ou à toute autre adresse indiquée par la Société, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie à la Société par cet Actionnaire. Un Actionnaire peut à tout moment modifier l'adresse inscrite dans le registre des Actionnaires par notification écrite à la Société à son siège social ou à toute autre adresse indiquée par la Société.

6.5 La Société ne reconnaît qu'un seul détenteur par Action. Dans le cas où la propriété d'une ou de plusieurs Action(s) est contestée, toutes les personnes réclamant un droit sur cette(ces) Action(s) doivent nommer un avocat unique afin de représenter cet actionariat lors des transactions avec la Société. A défaut de nommer un avocat, les droits attachés à (aux) Action(s) sera suspendu. La même règle s'applique en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un débiteur et un créancier sur gage. De plus, dans le cas d'Actionnaires conjoints, la Société se réserve le droit de payer les produits de rachat, les distributions et autres paiements au seul premier détenteur enregistré, que la Société considère être le représentant de tous les détenteurs conjoints, ou à tous les Actionnaires conjoints ensemble, à sa discrétion absolue.

6.6 Sous réserve des dispositions de l'article 9, le transfert d'Actions peut être effectué moyennant une déclaration écrite de transfert enregistrée dans le registre des Actionnaires de la Société. Cette déclaration de transfert devra être signée par le cédant et le cessionnaire ou par les personnes détenant les procurations adéquates ou conformément aux dispositions applicables au transfert de créances définies à l'article 1690 du code civil luxembourgeois. La Société peut aussi accepter comme preuve de transfert d'autres instruments de transfert prouvant de manière satisfaisante pour la Société, le consentement du cédant et du cessionnaire.

6.7 Les paiements de distributions, le cas échéant, seront effectués aux Actionnaires à l'égard des Actions nominatives à leur adresse indiquée dans le registre des Actionnaires. Le paiement de dividendes, le cas échéant, seront faits aux Actionnaires de la manière prescrite périodiquement par l'Associé Gérant Commandité.

7. Art. 7. Émission d'actions.

7.1 L'Associé Gérant Commandité est autorisé sans limitation à émettre à tout moment des Actions entièrement libérées (à l'exclusion d'Actions AC supplémentaires) conformément au présent article 7 sans réserver de droit préférentiel de souscription des Actions à émettre aux Actionnaires existants.

7.2 A l'exclusion de l'Action AC, les Actions sont exclusivement réservées à la souscription par des investisseurs avertis au sens de l'article 2 de la Loi sur la SICAR (les Investisseurs Avertis). Afin d'éviter tout doute, les membres du conseil de gérance de l'Associé Gérant Commandité ainsi que les autres personnes intervenant dans la gestion de la société sont considérés comme des Investisseurs Avertis pour les besoins de l'article 2 de la Loi sur la SICAR.

7.3 Les Actionnaires potentiels se verront proposé de s'engager, ou d'accroître leurs engagements, à souscrire des Actions Ordinaires et des Actions Préférentielles et leur Engagement de Prêt connexe lors d'une ou de plusieurs dates ou périodes déterminées par l'Associé Gérant Commandité et se situant entre le Closing Initial et le Closing Final (chacune de ces dates ou périodes étant un Closing), et qui seront indiquées et plus amplement décrites dans le Prospectus, seront proposées aux Actionnaires potentiels pour s'engager à souscrire à des Actions Ordinaires. Un processus déterminé par l'Associé Gérant Commandité et décrit dans le Prospectus régira la chronologie d'émission des Actions de la Société.

7.4 Les paiements liés à la souscription à des Actions Ordinaires ou à des Actions Privilégiées seront effectués en intégralité lors d'un Closing ou à toute autre date et aux conditions déterminées par l'Associé Gérant Commandité ainsi qu'indiqué et plus amplement décrit dans le Prospectus. Les modes de paiement relatifs à ces souscriptions seront déterminés par l'Associé Gérant Commandité et plus amplement décrits dans le Prospectus.

7.5 L'Associé Gérant Commandité peut déterminer toutes autres conditions de souscription telles que des engagements minimum lors de Closings, engagements subséquents, intérêts moratoires ou restrictions à l'acquisition ou à la détention d'Actions. Ces autres conditions sont indiquées et plus amplement décrites dans le Prospectus. L'Associé Gérant Commandité peut également imposer des restrictions sur la fréquence à laquelle les Actions Ordinaires ou les Actions Privilégiées sont émises. L'Associé Gérant Commandité peut, en particulier, décider que les Actions Ordinaires ou les Actions Privilégiées sont uniquement émises pendant une ou plusieurs périodes d'émission ou à une autre fréquence telle qu'indiquée dans le Prospectus. De plus, l'Associé Gérant Commandité peut imposer à tout Actionnaire subséquent le paiement d'un montant d'égalisation ou d'un montant de rattrapage et/ou de leur portion prorata des frais de gestion, de souscription et d'établissement et les dépenses conformément aux dispositions du Prospectus.

7.6 L'Associé Gérant Commandité peut conférer l'autorité à n'importe lequel de ses membres, gérants, agent ou autres représentant dûment autorisé d'accepter les candidatures de souscription, de recevoir des paiements pour des Actions nouvellement émises et de délivrer ces Actions.

7.7 L'Associé Gérant Commandité peut, à son entière discrétion, accepter ou rejeter toute demande de souscription à des Actions Ordinaires ou à des Actions Privilégiées.

8. Art. 8. Actions impayées.

8.1 Si un Associé ne paie pas à la Société un montant qui est l'objet d'un avis d'appel de capital (que ce soit relatif aux souscriptions aux Actions ou l'Engagement de Prêt de cet Associé) avant ou le jour de la date d'expiration de cet avis d'appel de capital (l'Echéance), l'Associé sera considéré comme un Actionnaire Défaillant.

8.2 Si l'Actionnaire Défaillant ne répare pas ce défaut dans un délai de 5 jours ouvrables (tels que définis dans le Prospectus) à partir de l'Echéance et ne paie pas à la Société:

(a) le montant réclamé dans l'avis d'appel de capital;

(b) les intérêts sur le montant dû conformément au point (a) pour la période depuis l'Echéance jusqu'à la date de son paiement calculés au taux annuel de six mois EURIBOR plus 400 points de base;

(c) tous intérêts et charges relatifs à l'usage d'un financement souscrit par la Société conformément aux dispositions du Prospectus pour financer le déficit causé par l'Actionnaire Défaillant;

les Actions Ordinaires enregistrées au nom de l'Actionnaire Défaillant sont automatiquement converties en Actions impayées (Actions Impayées). Les Actions Impayées ne donnent pas droit au vote et peuvent être rachetées par la Société à la fin de vie de la Société, et ce uniquement après que tous les autres Actionnaires aient reçu les Distributions équivalant à leurs droits respectifs tel que prévu par le Prospectus et l'article 24, à un prix correspondant au montant le plus bas des deux montants calculés conformément aux formules indiquées sous (i) et (ii) ci-dessous:

(i) $A - (B + C)$

alors que:

A = toute Contribution faite par l'Actionnaire Défaillant;

B = toutes Distributions ou tous montants retournés à l'Actionnaire (et non rappelés), avant que l'Actionnaire Défaillant ne soit devenu un Actionnaire Défaillant;

C = la part de l'Actionnaire Défaillant dans la commission de gestion, les frais de souscription et les autres frais (y compris les intérêts de l'emprunt tel que décrit dans le Prospectus) calculés à partir de l'Echéance jusqu'à la liquidation de la Société.

(ii) $(D + B) - C$

alors que:

B = toutes Distributions (telles que définies à l'article 24) ou montants retournés à l'Actionnaire (et non rappelés) avant que l'Actionnaire Défaillant ne soit devenu un Actionnaire Défaillant;

C = l'Action de l'Actionnaire Défaillant dans la commission de gestion, les frais de souscription et les autres frais (y compris les intérêts du placement de l'emprunt tel que décrit dans le Prospectus) calculés à partir de l'Echéance jusqu'à la liquidation de la Société.

D = toutes Distribution (telles que définies à l'article 24) que la Société aurait faite à l'Actionnaire Défaillant après être devenu un Actionnaire Défaillant en ce qui concerne les investissements faits par la Société avant que l'Actionnaire Défaillant ne soit devenu un Actionnaire Défaillant;

(les montants calculés conformément aux formules (i) et (ii) sont les Produits de l'Actionnaire Défaillant).

8.3 Les Produits de l'Actionnaire Défaillant seront diminués de:

(a) 40% si l'Actionnaire concerné devient un Actionnaire Défaillant entre la date de constitution de la Société et le premier anniversaire du Closing Final;

(b) 30% si l'Actionnaire concerné devient un Actionnaire Défaillant entre le premier et le second anniversaire du Closing Final;

(c) 20% si l'Actionnaire concerné devient un Actionnaire Défaillant entre le deuxième et le troisième anniversaire du Closing Final;

(d) 10% si l'Actionnaire concerné devient un Actionnaire Défaillant entre le troisième et le quatrième anniversaire du Closing Final;

9. Art. 9. Transfert d'actions. Transfert d'Actions AC

9.1 L'Associé Gérant Commandité ne vendra, n'assignera, ne transférera, n'échangera, ne mettra en gage, ne nantira ou ne disposera pas autrement de (Transfert) l'Action AC ou de tout ou partie de ces droits et obligations en tant qu'associé gérant commandité ou ne se retirera pas de sa position d'associé gérant commandité de la Société sans l'accord des Investisseurs détenant 50% des contributions en capital et des Engagement de Prêt cumulés des Actionnaires (à l'exclusion de l'Associé Gérant Commandité, les Co-Promoteurs (tels que définis dans le Prospectus) et leurs Affiliés) envers la Société et l'accord (réglementaire) nécessaire selon les lois applicables.

9.2 Aucune compensation ne sera payée à l'Associé Gérant Commandité s'il se retire volontairement dans les circonstances décrites dans le présent article. Le transfert des droits et obligations de l'Associé Gérant Commandité sous cet article ne causera pas la dissolution de la Société.

Transfert d'Actions Ordinaires et d'Actions Privilégiées

9.3 Aucun Transfert de tout ou partie des Actions Ordinaires et des Actions Privilégiées, de manière directe ou indirecte, volontaire ou involontaire (y compris, mais non limitativement, à un Affilié (tel que défini ci-dessous) ou par l'effet de la loi), ne sera valide ou effectif à moins que:

(a) l'Associé Gérant Commandité ait donné son consentement à ce Transfert;

(b) aucune des Restrictions au Transfert (telles que définies ci-dessous) ne soit applicable.

9.4 L'Associé Gérant Commandité peut donner ou refuser son consentement à un Transfert à son entière discrétion pour toute raison quelconque à condition que l'Associé Gérant Commandité:

(a) ne refuse pas de façon déraisonnable son consentement pour un Transfert d'Actions Ordinaires à un Affilié du détenteur des Actions Ordinaires concernées; et

(b) lorsqu'un Actionnaire détient ses Actions Ordinaires en tant que "trustee", ne refuse pas de façon déraisonnable son consentement au transfert des Actions Ordinaires de cet Actionnaire à un nouveau "trustee" à condition qu'il appartienne au même "trust" et que le bénéficiaire économique reste inchangé.

9.5 Aux fins des présents Statuts, un Affilié signifie:

(a) dans le cas d'une société:

(i) une société qui est sa société mère directe ou indirecte ou une filiale directe ou indirecte de cette société mère; ou

(ii) une société (ou une filiale directe ou indirecte d'une société) ou toute autre entité qui contrôle ou est contrôlée par la personne concernée;

(b) dans le cas d'un particulier, le conjoint ou le descendant ou l'ascendant direct, et toute société contrôlée directement ou indirectement par cette personne et ses affiliés au sens du paragraphe (a) de la présente définition; ou

(c) dans le cas d'une entité autre qu'une société, les membres et toute société contrôlée directement ou indirectement par cette entité et ses affiliés au sens du paragraphe (a) de la présente définition.

sauf, dans les tous cas, une société dans laquelle la Société détient un investissement.

9.6 Aucun Transfert ne sera valide ou effectif si l'une des restrictions suivantes (Restrictions au Transfert) s'applique ou s'appliquerait si le Transfert était valide ou effectif:

(a) si le Transfert résultait en une violation de la législation applicable, y compris les lois fédérales ou étatiques des Etats-Unis relatives aux valeurs mobilières ou en une violation des dispositions du Prospectus;

(b) si le Transfert aurait pour conséquence que la Société soit soumise à ERISA;

(c) si le Transfert entraînait l'obligation pour la Société de s'enregistrer en tant qu'organisme de placement collectif non harmonisé dans un Etat membre de l'UE ou comme une société d'investissement selon la loi américaine sur les sociétés d'investissement (United States Investment Company Act) de 1940, telle que modifiée; ou

(d) si le transfert aurait pour conséquence que la Société soit soumise à toute autre conséquence fiscale, légale ou réglementaire défavorable.

9.7 Tout Transfert (autorisé ou requis) sera soumis à la condition que:

(a) le cessionnaire, s'il n'est pas encore Actionnaire, s'engage à observer les, et à agir conformément aux, dispositions et obligations qui sont prévues par le Prospectus et les présents Statuts et, à cet effet, signe une lettre d'adhésion dans la forme annexée au Pacte d'Actionnaires et de souscription signé entre les Actionnaires à la constitution de la Société (le Pacte d'Actionnaires);

(b) dans le cas d'un Transfert d'Actions Ordinaires, le cédant, au moment du transfert des Actions Ordinaires, effectue le transfert de ses Engagements de Prêts non appelés, proportionnellement aux Actions Ordinaires vendues, au cessionnaire et le cessionnaire s'engage à assumer totalement et complètement toutes les obligations restantes du cédant envers la Société de souscrire des Actions ou de fournir des fonds à la Société;

(c) le cédant soit un Investisseur Averti.

10. Art. 10. Rachat d'actions.

10.1 La Société est une SICAR du type fermé et les Actions ne sont pas rachetables à la demande d'un Actionnaire.

Rachat d'Actions à l'initiative de la Société

10.2 L'Associé Gérant Commandité peut racheter des Actions de toute Catégorie au pro rata entre les Actionnaires afin de distribuer les produits générés par un investissement sous forme de revenus ou de produits de réalisation, moyennant respect du plan de distribution déterminé dans le Prospectus.

10.3 La Société annoncera en temps voulu le rachat par un courrier de l'Associé Gérant Commandité à l'attention des Actionnaires.

10.4 La Société peut procéder au rachat forcé des Actions:

(a) dans des circonstances décrites et conformément à l'article 8.2 ci-dessus;

(b) en toutes autres circonstances, conformément aux termes et conditions décrits dans le bulletin de souscription, le document ou contrat de souscription, l'engagement de l'Actionnaire et le Prospectus.

Général - Autres rachats d'Actions

10.5 Le rachat par la Société de ses propres Actions dans des circonstances autres que celle mentionnées à l'article 8.2 et dans le présent article 10 se fera en vertu d'une résolution de, et selon les termes et conditions déterminés lors de, l'assemblée générale des Actionnaires (l'Assemblée Générale) délibérant de la manière prévue pour la modification des Statuts.

10.6 Toutes les Actions rachetées seront annulées.

11. Art. 11. Détermination de la valeur nette d'inventaire.

11.1 La valeur nette d'inventaire (VNI) des Actions est exprimée en euros par Action et est calculée à Luxembourg une fois par an au dernier Jour Ouvrable (étant un jour où les banques sont ouvertes à Luxembourg) de décembre (la Date d'Evaluation).

11.2 L'agent administratif de la Société, sous la supervision de l'Associé Gérant Commandité, évaluera la VNI par Catégorie comme suit: chaque Catégorie participe dans la Société à mesure du portefeuille et des droits de distribution attribuables à cette Catégorie. La valeur du portefeuille total et des droits de distribution attribués à une Catégorie particulière à une Date d'Evaluation donnée, ajustée en fonction des obligations relatives à cette Catégorie à cette Date d'Evaluation, représente la Valeur Nette d'Inventaire totale attribuable à cette Catégorie à cette Date d'Evaluation. Une Valeur Nette d'Inventaire individuelle par Action, pouvant différer en conséquence de ces facteurs variables, sera calculée pour chaque Catégorie comme suit: la Valeur Nette d'Inventaire par Action de cette Catégorie à cette Date d'Evaluation est égale à la Valeur Nette d'Inventaire totale attribuable à cette Catégorie à cette Date d'Evaluation divisée par le nombre total d'Actions de cette Catégorie restant à cette Date d'Evaluation.

11.3 Les actifs de la Société comprennent:

(a) tous les investissements inscrits ou enregistrés au nom de la Société ou de ses Sociétés Holding;

(b) toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts échus;

(c) tous les effets et billets à vue et comptes à recevoir (y compris le résultat de la vente de propriétés, de droits de propriété, de titres ou de tous autres actifs vendus mais non encore délivrés);

(d) toutes les obligations, billets à termes, certificats de dépôt, Actions, titres obligataires, droit de souscription, warrants, options et autres titres, instruments financiers et avoirs assimilables qui sont la propriété de la Société ou qui ont été contractés par le l'Associé Gérant Commandité;

(e) tous les dividendes en espèce ou en nature, et les distributions à recevoir par la Société pour autant que la Société et le Dépositaire (tel que défini à l'article 22) pouvaient raisonnablement en avoir connaissance;

(f) tous les intérêts courus sur tous les avoirs portant intérêt qui sont la propriété de la Société sauf si ces intérêts sont compris ou reflétés dans la valeur attribuée à ces avoirs; et

(g) tous les autres avoirs de tous types et de toutes natures y compris les dépenses payées d'avance.

11.4 La valeur des actifs de la Société sera déterminée comme suit:

(a) la valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes en espèces et intérêts annoncés ou venus à échéance mais non encore encaissés, est censée être leur entière valeur, sauf s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être encaissée, auquel cas leur valeur sera déterminée après déduction du montant que l'Associé Gérant Commandité juge approprié pour refléter leur valeur réelle de ceux-ci;

(b) toute valeur mobilière et tous instruments du marché monétaire négociés ou cotés sur une bourse de valeurs ou tout autre marché organisé sont évalués sur base du dernier prix disponible, sauf si ce prix n'est pas représentatif, auquel cas l'évaluation d'un tel avoir sera basée sur sa valeur de réalisation prévisible que l'Associé Gérant Commandité estimera de bonne foi;

(c) les investissements dans des valeurs de private equity autres que les valeurs mentionnées ci-dessus seront estimés avec soin et de bonne foi, conformément aux lignes directrices et principes pour l'évaluation de sociétés de portefeuille tels que prévus par les International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines, publiées par l'European Private Equity Venture Capital Association (EVCA), la British Venture Capital Association (BVCA) et la French Venture Capital Association (AFIC) en octobre 2006;

(d) si les prix déterminés ci-dessus ne sont pas représentatifs, et à l'égard des avoirs auxquels il n'est pas fait référence ci-dessus, la valeur de ces avoirs sera déterminée sur base de leur prix d'acquisition, y inclus tous les coûts, frais et dépenses liés à cette acquisition ou, si ce prix d'acquisition n'est pas représentatif, sur leur juste valeur déterminée avec prudence et de bonne foi.

11.5 La VNI à la Date d'Evaluation sera mise à disposition des Actionnaires au siège social de la Société dans les 120 Jours Ouvrables suivant la Date d'Evaluation concernée.

11.6 La valeur des avoirs libellée dans une devise autre que l'euro sera convertie au taux d'échange en vigueur au moment du calcul de la VNI.

11.7 Les engagements de la Société comprendront:

(a) tous les emprunts, effets et comptes exigibles;

(b) tous les intérêts échus sur des emprunts de la Société (y compris les frais courus pour l'engagement de tels emprunts et autres endettements);

(c) tous les frais administratifs courus ou à payer;

(d) toutes les obligations connues, présentes ou futures, y compris toutes les obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements en espèces ou en nature;

(e) une provision appropriée pour les impôts futurs sur le capital ou sur le revenu encourus à le Jour d'Evaluation concerné, déterminée périodiquement par la Société, et autre réserve (le cas échéant) autorisées et approuvées par l'Associé Gérant Commandité;

(f) tous les autres engagements de la Société de quelque nature que ce soit et représentés sous forme d'Actions de la Société. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, l'Associé Gérant Commandité prend en compte toutes les dépenses à supporter par la.

12. Art. 12. Suspension temporaire du calcul de la VNI.

12.1 La Société peut suspendre le calcul de la VNI des Actions:

(a) s'il existe une situation constituant une urgence par suite de laquelle la Société ne peut pas disposer de ses avoirs ou ne peut les évaluer;

(b) en cas d'arrêt des moyens de communication normalement utilisés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements attribuables à la Société; ou

(c) lorsque, pour toute autre raison, les prix des investissements détenus par la Société ne peuvent être rapidement et précisément déterminés.

12.2 Une telle suspension peut être notifiée par la Société de la manière qui lui semble appropriée aux personnes susceptibles d'en être affectées.

13. Art. 13. Responsabilité des actionnaires.

13.1 Les propriétaires d'Actions commanditaires (c'est-à-dire les Actions de toutes les Catégories à l'exclusion de l'Action AC) ne sont responsables qu'à concurrence du montant de leur contribution au capital de la Société.

13.2 La responsabilité de l'Associé Gérant Commandité est illimitée.

14. Art. 14. Gestion.

14.1 La Société sera administrée par l'Associé Gérant Commandité. L'Associé Gérant Commandité sera l'associé gérant commandité et sera personnellement, conjointement et solidairement responsable avec la Société de toutes les dettes qui ne peuvent être acquittées grâce aux actifs de la Société.

14.2 L'Associé Gérant Commandité est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les Statuts à l'assemblée des Actionnaires.

14.3 L'Associé Gérant Commandité aura entre autres le pouvoir pour le compte et au nom de la Société de mener à bien tous actes ayant trait aux objets de la Société et d'accomplir tous actes, de conclure et de signer tout contrat et tout engagement qui lui semble nécessaire, conseillé ou accessoire aux objets de la Société. Sous réserves de dispositions contraires, l'Associé Gérant Commandité aura et disposera, à sa discrétion, du plein pouvoir pour exercer, au nom et pour le compte de la Société, tous les droits et pouvoirs nécessaires ou utiles afin de mener à bien les objets sociaux de la Société.

15. Art. 15. Signatures autorisées. La Société sera engagée envers les tiers dans tous les domaines par la signature de l'Associé Gérant Commandité ou par la signature individuelle ou conjointe de toute autre personne à laquelle des pouvoirs de signature auront été délégués par l'Associé Gérant Commandité à son entière discrétion, sous réserve qu'aucun pouvoir de signature ne pourra être confié à un actionnaire commanditaire de la Société.

16. Art. 16. Politiques et Restrictions d'investissement.

16.1 L'Associé Gérant Commandité a, selon le principe de la répartition des risques, le pouvoir de déterminer la politique d'investissement de la Société et la ligne de conduite concernant la gestion et les affaires commerciales de la Société, dans le cadre des pouvoirs qui lui sont attribués et des restrictions telles que définies par l'Associé Gérant Commandité dans le Prospectus, conformément aux lois et réglementations applicables.

16.2 L'Associé Gérant Commandité aura également le pouvoir de déterminer toutes restrictions applicables périodiquement aux investissements des actifs de la Société, conformément à la Loi sur la SICAR, y compris, mais sans limitation, des restrictions relatives:

- (a) aux emprunts de la Société et de tout Compartiment et à la mise en gage de ses actifs; et
- (b) au pourcentage maximum des avoirs de la Société pouvant être investis dans un seul actif sous-jacent et le pourcentage maximum (le cas échéant) de tout type d'investissement qu'elle pourra acquérir.

17. Art. 17. Conflits d'intérêts.

17.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs, fondé de pouvoir ou agents de l'Associé Gérant Commandité ou de la Société ait un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou soit administrateur, associé, agent ou employé d'une telle société ou entité.

17.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir ou agent de l'Associé Gérant Commandité ou de la Société, qui est administrateur, agent ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société doit contracter ou est autrement en relation d'affaires ne sera pas, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, empêché de délibérer, de voter ou d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareils contrats ou pareilles affaires.

18. Art. 18. Indemnisation.

18.1 Sans porter préjudice aux termes du Prospectus, la Société peut indemniser l'Associé Gérant Commandité, tout administrateur ou fondé de pouvoir, les Co-Promoteurs (tels que définis dans le Prospectus) et certaines personnes ou entités impliquées dans la gestion et l'administration de la Société, leurs administrateurs ou fondés de pouvoir, actionnaires directs ou indirects, membres, agents, employés et consultants, leurs héritiers, exécuteurs et administrateurs, ainsi que toute partie tierce de prestataire de services (chacun étant une Partie Indemnisée) de toutes les réclamations, pertes, obligations, dommages, frais et dépenses y compris les frais légaux conséquent aux procès ou procédure auxquels la Partie Indemnisée aurait été partie relativement à l'exécution de ses tâches et obligations envers la Société, excepté en ce qui concerne des affaires pour lesquelles la Partie Indemnisée sera finalement jugées responsable au terme de l'action, du procès ou de la procédures en question où la Partie Indemnisée sera finalement reconnue responsable de négligence grave, fraude ou faute intentionnelle ou d'avoir violé intentionnellement et matériellement les dispositions du Pacte d'Actionnaires correspondant ou du contrat de prestataire de service, le cas échéant.

18.2 En cas d'arrangement, l'indemnisation sera seulement réglée en relation avec les affaires couvertes par l'arrangement et pour lesquelles la Société obtient l'avis d'un conseiller que la personne qui doit être indemnisée n'a pas failli à ses devoirs de la manière visée ci-dessus. Le droit susmentionné d'indemnisation n'exclue pas d'autres droits auxquels il peut avoir droit.

19. Art. 19. Assemblées des actionnaires.

19.1 L'Assemblée Générale annuelle se tiendra, conformément à la loi luxembourgeoise, à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la municipalité du siège société qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier vendredi du mois de juin à midi. Si ce jour est un jour férié à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant à Luxembourg.

19.2 L'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger, si de l'avis absolu et définitif de l'Associé Gérant Commandité, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

19.3 D'autres assemblées des Actionnaires de la Société pourront se tenir aux lieux et heure spécifiés dans les avis de convocation respectifs, étant entendu qu'aucune Assemblée Générale ne se tiendra aux Etats-Unis, ses territoires ou possessions.

19.4 Toutes les Assemblées Générales seront présidées par l'Associé Gérant Commandité.

19.5 Toute assemblée des Actionnaires valablement constituée représentera l'entière des Actionnaires de la Société. Elle ne peut prendre de décisions sur un sujet quel qu'il soit qu'avec le consentement de l'Associé Gérant Commandité.

19.6 Tout Actionnaire peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les Actionnaires participant à la réunion de l'assemblée générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'assemblée générale peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) la réunion de l'assemblée générale est retransmise de manière continue et (iv) les Actionnaires peuvent valablement délibérer. La participation à une réunion de l'assemblée générale par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à la réunion.

20. Art. 20. Avis de convocation, Quorum, Procurations, Majorité.

20.1 Les délais de convocation et les quorums requis par la loi en ce qui concerne les Assemblées Générales, ainsi qu'en ce qui concerne la conduite de ces assemblées seront applicables dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

20.2 L'Associé Gérant Commandité peut convoquer une Assemblée Générale. Il est obligé de la convoquer de manière à ce qu'elle soit tenue dans une période d'un mois, si les Actionnaires représentant un dixième du capital le demandent par écrit, avec une indication quant à l'ordre du jour. Un ou plusieurs Actionnaires représentant au moins un dixième du capital souscrit peuvent exiger l'inscription d'un ou de plusieurs sujets à l'ordre du jour d'une Assemblée Générale. Cette demande doit être adressée à la Société au moins 5 (cinq) jours avant l'Assemblée Générale concernée.

20.3 Toutes les Actions de la Société étant nominatives, les avis de convocation seront uniquement envoyés par lettres recommandées.

20.4 Chaque Action donne droit à une voix, sous réserve des dispositions de l'article 8.2.

20.5 Sauf disposition contraire de la loi, des présents Statuts ou du Prospectus, les résolutions proposées à une Assemblée Générale dûment convoquée seront adoptées à la majorité simple de ceux présents ou représentés et votants, avec l'accord de l'Associé Gérant Commandité.

20.6 Cependant, les résolutions ayant pour objet une modification des Statuts de la Société ne peuvent être prises que lors d'une Assemblée Générale dûment convoquée et constituée conformément à la Loi sur les Sociétés ou à toute autre loi luxembourgeoise pertinente.

20.7 La nationalité de la Société ne peut être changée et les engagements des Actionnaires ne peuvent être augmentés qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et obligataires.

20.8 Toute modification affectant les droits de détenteurs d'Actions dans n'importe quelle Catégorie vis-à-vis de ceux d'autres Catégories ne sont valides que si elles sont adoptées conformément à l'article 68 de la Loi sur les Sociétés.

20.9 Chaque Actionnaire pourra prendre part à toute Assemblées Générale en désignant par écrit, soit par original, soit par telefax, ou courriel auquel une signature électronique est jointe (valable selon la loi luxembourgeoise) une autre personne comme mandataire, qu'elle soit Actionnaire ou non.

20.10 Si tous les Actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée peut se tenir sans notice préalable.

20.11 Les Actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un formulaire) sur les résolutions soumises à l'assemblée générale à condition que les formulaires indiquent (i) les nom, prénom, adresse et signature de l'Actionnaire concerné, (ii) l'agenda tel que décrit dans la convocation et (iii) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque sujet de l'agenda. Les formulaires originaux devront être envoyés à la Société 48 (quarante-huit) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale.

20.12 L'Associé Gérant Commandité peut fixer toutes les autres conditions devant être remplies par les Actionnaires pour qu'ils puissent participer à l'assemblée des Actionnaires.

21. Art. 21. Réviseur d'entreprises.

21.1 Les informations comptables contenues dans le rapport annuel de la Société seront examinées par un réviseur d'entreprises agréé nommé par l'Assemblée Générale et rémunéré par la Société.

21.2 Le réviseur d'entreprises agréé accomplit toutes les fonctions prescrites par la Loi sur la SICAR.

22. Art. 22. Dépositaire.

22.1 La Société conclura un contrat de dépositaire avec une banque ou une institution d'épargne qui doit satisfaire les conditions de la Loi sur la SICAR (le Dépositaire) qui assumera à l'égard de la Société et de ses Actionnaires, les responsabilités prescrites par la Loi sur la SICAR. Les honoraires payables au Dépositaire seront déterminés dans le contrat de dépositaire.

22.2 Si le Dépositaire indique son intention de mettre fin à la relation de dépositaire, l'Associé Gérant Commandité devra dans les deux mois désigner une autre institution financière pour agir en tant que Dépositaire et les Administrateurs

nommeront cette institution afin de devenir dépositaire en remplacement du Dépositaire sortant. L'Associé Gérant Commandité peut mettre fin au contrat avec le Dépositaire mais ne peut décharger le Dépositaire de ses obligations avant la nomination d'un successeur au Dépositaire pour agir à sa place conformément à ces présentes dispositions.

23. Art. 23. Année fiscale.

23.1 L'année fiscale de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de chaque année.

23.2 Les comptes de la Société seront exprimés en euros.

24. Art. 24. Affectation des revenus.

24.1 Le revenu net et la plus-value en capital de la Société seront répartis conformément aux dispositions (y compris le "waterfall arrangement") prévues dans le Prospectus et seront payés principalement comme remboursement d'Engagements de Prêt, dans un premier temps et ensuite comme répartition des dividendes et réserves (Distributions). Toutes Distributions peuvent être soumises à un "clawback", conformément au Prospectus.

24.2 Sans préjudice des termes du Prospectus, il est supposé que les Distributions se feront à la raisonnable discrétion de l'Associé Gérant Commandité dès que possible après que le montant est disponible pour la Distribution.

24.3 L'Associé Gérant Commandité ne sera pas obligé de procéder à des Distributions:

(a) à moins qu'il y ait suffisamment de liquidités disponibles;

(b) au cas où cela rendrait la Société insolvable; ou

(c) si, de l'avis de l'Associé Gérant Commandité, cela laisserait la Société avec des fonds ou des bénéfices insuffisants pour faire face à toutes obligations, dépenses ou imprévus futurs (y compris, mais sans limitation, toute commission ou autre paiement payable à l'Associé Gérant Commandité).

24.4 L'Associé Gérant Commandité peut, à son entière discrétion, retenir tout ou partie d'une Distribution, et réinvestir ou affecter à la place le montant qui n'a pas été distribué afin d'opérer une compensation avec les montants dus par des Actionnaires moyennant un appel (de tout montant pour lequel les Associés se sont engagés envers la Société). Les montants ainsi appliqués augmenteront l'Engagement de Prêt de ou la contribution en capital (à faire) par les Actionnaires et l'Associé Gérant Commandité en avertira immédiatement tous les Actionnaires concernés dès que possible après la fin du mois concerné pour lequel la Distribution aurait dû être faite.

25. Art. 25. Liquidation ou Fusion de compartiments ou Catégories.

25.1 La Société peut être dissoute par une résolution de l'Assemblée des Actionnaires avec l'accord de l'Associé Gérant Commandité.

25.2 En cas de liquidation, les opérations de liquidation de la Société seront effectuées par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des entités juridiques) qui, après approbation par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, seront nommés par l'Assemblée des Actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations.

26. Art. 26. Modifications.

26.1 Les présents Statuts peuvent être modifiés périodiquement par une Assemblée Générale, conformément aux exigences de quorum et de vote prévues par la loi luxembourgeoise, et sous réserve de l'accord de l'Associé Gérant Commandité.

26.2 Toute modification des présents Statuts ayants pour but la modification de la forme légale de la Société d'une société d'investissement en capital à risque sous la Loi sur la SICAR en un autre instrument d'investissement réglementé ou non nécessitera l'accord unanime des Actionnaires (y compris, afin d'éviter tout doute, l'Associé Gérant Commandité).

27. Art. 27. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront soumises aux dispositions de la loi luxembourgeoise, et en particulier de la Loi sur les Sociétés et de la Loi sur la SICAR conformément à l'article 1.2.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2009.

La première assemblée générale annuelle se tiendra le premier vendredi du mois de juin 2010 à 12.00 heures.

Souscription et Paiement

Les Statuts ainsi établis, les parties comparantes déclarent souscrire à 31 (trente et une) actions représentant la totalité du capital social de la Société comme suit:

Mezzanine RE, préqualifiée:	1 (une) Action AC
Coima S.r.l., préqualifiée:	15 (quinze) Actions Ordinaires
Mezzanine Finance LLC, Lewes (Delaware), Lugano Branch, préqualifiée:	15 (quinze) Actions Ordinaires
Total:	31 (trente et une) actions

Toutes les actions de commanditaire et de commandité ont été entièrement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de EUR 31.000 payée par les Actionnaires est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire.

Le notaire passant le présent acte, déclare que les conditions prévues à l'article 26 de la Loi sur les Sociétés ont été remplies et s'en porte expressément témoin. En outre, le notaire passant le présent acte confirme que les présents Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi sur les Sociétés.

Déclaration - Évaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société en raison du présent acte, est estimé à approximativement EUR 7.000.- (sept mille euros).

Assemblée générale extraordinaire

Les parties comparantes prénommées, représentant la totalité du capital souscrit de la Société, ont pris les résolutions suivantes, avec l'accord de l'Associé Gérant Commandité:

1. Est nommé réviseur d'entreprises: Audit & Compliance S.à r.l., ayant son siège social au 65, rue des Romains, L - 8041 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg pour une période initiale expirant lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires appelée à se prononcer sur les comptes de l'année sociale expirant le 31 décembre 2009;

2. le siège social de la société est établi au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que les parties comparantes susmentionnées l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Y. ARBAUT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 mars 2009. Relation: LAC/2009/9917. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): F. SCHNEIDER.

- POUR COPIE CONFORME - délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 17 mars 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009046992/242/1151.

(090055027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2009.

EN-NEO New Energy AG, Société Anonyme.

Siège social: L-6868 Wecker, 18, Duchscherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 141.109.

*Berichtigung des Dokumentes, welches zur Veröffentlichung im Mémorial C dient
der Gesellschaftsgründung vom 25. Juni 2008*

Es hat sich herausgestellt, dass ein materieller Fehler bezüglich der Gesellschaftsbezeichnung unterlaufen ist in dem Dokument, welches zur Veröffentlichung dient der Gründung der Aktiengesellschaft "EN-NEO NEW ENERGY AG" mit Sitz in L-6868 Wecker, 18, Duchscherstrooss, R.C.S. Luxemburg B 141.109, welche am 25. Juni 2008 unterschrieben wurde (einregistriert in Luxemburg A.C., am 1. Juli 2008, LAC/2008/26698 und Hinterlegungsnummer beim Handelsregister L080129745.05), und zwar dahingehend, dass die Bezeichnung der Gesellschaft nicht, wie in Artikel 1, Absatz 2 der Gründungsurkunde "EN-NEO ENERGY AG" ist sondern "EN-NEO NEW ENERGY AG".

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 10. November 2008.

Paul BETTINGEN

Der Notar

Référence de publication: 2009036143/202/19.

(080178019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Hesse Newman, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 28. Januar 2009, für den Fonds Hesse Newman wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. April 2009.
Alceda Fund Management S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2009046332/8040/13.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02394. - Reçu 68,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Tiger Fund, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung des Verwaltungsreglements, in Kraft getreten am 23. März 2009, für den Fonds Tiger Fund wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. April 2009.
Alceda Fund Management S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2009046333/8040/13.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02388. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Swisscanto (LU), Fonds Commun de Placement.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous les références L080050929 du 7 avril 2008 et L090028927 en date du 19 février 2009.

L'information sur le règlement de gestion relative au fonds commun de placement Swisscanto (LU), a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations au Luxembourg.

Luxemburg, le 12 mars 2009.
Swisscanto (LU) Management Company S.A.
Signature

Référence de publication: 2009047210/250/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 février 2009, réf. LSO-DB05753. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090041461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2009.

Joseph Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 16. Dezember 2008, für den Fonds Joseph Fund wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. April 2009.
Alceda Fund Management S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2009046334/8040/13.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02391. - Reçu 48,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

LogiInvest - nBaisse Multi-Manager, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung des Verwaltungsreglements, in Kraft getreten am 14. April 2009, für den Fonds LogiInvest - nBaisse Multi-Manager wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 9. April 2009.
Alceda Fund Management S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2009046507/8040/13.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02748. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Cosmos Funds, Fonds Commun de Placement.

L'acte modificatif au règlement de gestion de Cosmos Funds, a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 17 avril 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2009.
Parcadia Asset Management S.A.
Signature

Référence de publication: 2009046991/260/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 avril 2009, réf. LSO-DD04704. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090056120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2009.

Aim Capital Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 129.058.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la publication, dans le Mémorial C n° 53 du 9 janvier 2009, page 2507, de l'extrait des décisions prises lors du conseil d'administration d'Aim Capital Investment S.A. en date du 24 novembre 2008:

- au lieu de: «Les administrateurs de la Société, Géraldine SCHMIT, Violène ROSATI et José CORREIA, ont également transféré leur adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, avec effet au 1^{er} décembre 2008.»,

lire: «Les administrateurs de la Société, Géraldine SCHMIT et Eddy DOME ont également transféré leur adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, avec effet au 1^{er} décembre 2008.»

Référence de publication: 2009047444/6341/14.

Global Funds Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 37.359.

EXTRAIT

Il résulte des minutes de la réunion du conseil d'administration du 10 septembre 2007 que Monsieur Koichi Sudo de résidence professionnelle au Bâtiment A, 33, rue de Gasperich L-5826 Hesperange a été nommé avec effet immédiat en tant que directeur général de la société en charge de sa gestion journalière pour une durée illimitée.

Il résulte des minutes d'une décision de l'actionnaire unique de la société du 20 février 2009 que Monsieur Yutaka Yasuma de résidence professionnelle au Bâtiment A, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange a été nommé avec effet immédiat en tant qu'administrateur de la société pour une durée se terminant à l'assemblée générale de la Société qui se tiendra en 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009046330/260/20.

Enregistré à Luxembourg, le 2 mars 2009, réf. LSO-DC00013. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090048175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2009.

Swiss Re Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 25.242.

Im Jahr zweitausendneun, am achten April.

Vor dem unterzeichnenden Maître Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sassenheim, Luxemburg,

sind erschienen:

1) "Swiss Re Europe S.A.", eine société anonyme, eine Aktiengesellschaft gegründet nach Luxemburg Recht, mit Sitz in 2A, rue Albert Borschette, L-1246, Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) des Großherzogtums Luxemburg unter Nr. B 25.242, gegründet gemäß Urkunde des Notars Maître Gérard LECUIT mit dem damaligen Amtssitz in Mersch, Großherzogtum Luxemburg am 5. Dezember 1986, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 61 vom 13. März 1987. Die Satzung der Swiss Re Europe S.A. wurde letztmalig am 19. September 2008 abgeändert durch Urkunde des Notars Maître Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sassenheim Großherzogtum Luxemburg und veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2392 am 1. Oktober 2008.

hier vertreten durch Herrn Achim KUNKEL, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg und handelnd in seiner Eigenschaft als Repräsentant des Verwaltungsrates der Swiss Re Europe S.A. (der "Verwaltungsrat") gemäß eines Beschlusses des Verwaltungsrates vom 7. April 2009 ("Beschluss 1"); und

2) Swiss Re Europe Rückversicherung AG mit Sitz in Unterföhring, Landkreis München, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter HRB 176190,

hier vertreten durch Herrn Achim KUNKEL, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg und handelnd in seiner Eigenschaft als Repräsentant des Vorstands der Swiss Re Europe Rückversicherung AG (der "Vorstand"), gemäß einer in Unterföhring am 31. März 2009 erteilten Vollmacht (die "Vollmacht").

Nachstehend werden der Beschluss 1 und die Vollmacht gemeinsam als "Beschlüsse" referiert.

Die vorerwähnte Vollmacht und ein Auszug von Beschluss 1, bleiben, nach Paraphierung ne varietur durch den Vertreter der erschienenen Parteien und den beurkundenden Notar, vorliegender Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben hinterlegt zu werden.

Die erschienenen Parteien, handelnd in ihren obengenannten Eigenschaften, ersuchen den Notar, folgendes urkundlich festzustellen:

Gemeinsamer Verschmelzungsplan für die grenzüberschreitende Verschmelzung

zwischen der

(1) Swiss Re Europe Rückversicherung AG, eine Aktiengesellschaft errichtet und bestehend nach den Gesetzen der Bundesrepublik Deutschland mit Sitz in Dieselstraße 11, 85774 Unterföhring, Landkreis München, Bundesrepublik Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter HRB 176190,

- nachfolgend "SRER AG" oder "Übertragende Kapitalgesellschaft" -

und der

(2) Swiss Re Europe S.A., eine Aktiengesellschaft ("société anonyme") errichtet und bestehend nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg mit Sitz in 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter Nr. B 25.242,

- nachfolgend "SRE S.A." oder "Übernehmende Kapitalgesellschaft" -

- SRER AG und SRE S.A. zusammen auch die "Parteien".-

1. Vorbemerkung.

1.1. SRER AG.

Die SRER AG ist im Handelsregister des Amtsgerichts München unter HRB 176190 eingetragen. Das Grundkapital beträgt gegenwärtig EUR 3.000.000,- und ist eingeteilt in 3.000.000 Stückaktien. Alleinige Aktionärin ist die SRE S.A. Das Grundkapital ist vollständig eingezahlt.

Gegenstand des Unternehmens ist die Rückversicherung. Die Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht ("BaFin") hat der SRER AG am 08. Dezember 2008 die Erlaubnis zum weltweiten Betrieb des Rückversicherungsgeschäfts in den Bereichen Lebens- und Nichtlebensrückversicherung erteilt.

1.2. Aufnahme des Rückversicherungsgeschäfts der Swiss Re Germany AG und der Swiss Re Frankona Rückversicherungs-Aktiengesellschaft durch die SRER AG.

Nach der Aufstellung dieses Verschmelzungsplans, aber vor Wirksamwerden der Verschmelzung (d.h. vor der Bekanntmachung des Beschlusses der außerordentlichen Generalversammlung der SRE S.A., die über die Verschmelzung beschließt, im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations)) wird die SRER AG im Wege der Abspaltung zur Aufnahme gemäß § 123 Abs. 2 Nr. 1 des deutschen Umwandlungsgesetzes

("UmwG") von der Swiss Re Germany AG ("SRG AG") mit Sitz in Unterföhring, Landkreis München, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter HRB 7682, und von der Swiss Re Frankona Rückversicherungs-Aktiengesellschaft ("SRF AG") mit Sitz in Unterföhring, Landkreis München, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter HRB 132593, jeweils den Geschäftsbereich Rückversicherung als Gesamtheit mit allen Rechten und Pflichten erwerben, einschließlich aller Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten von SRF AG's spanischer Niederlassung mit Namen "Swiss Re Frankona Rückversicherungs-Aktiengesellschaft Sucursal en Espana" und SRF AG's französischer Niederlassung mit Namen "Swiss Re Frankona Rückversicherungs-Aktiengesellschaft, Succursale de Paris". Die Abspaltungen sollen mit Rückwirkung auf den 1. Januar 2009, 0.00 Uhr, erfolgen (Spaltungsstichtag im Sinn von § 126 Abs. 1 Nr. 6 UmwG). Nach dem Wirksamwerden dieser Abspaltungen wird das vollständig eingezahlte Grundkapital der SRER AG voraussichtlich EUR 3.123.100,-- betragen und in 3.123.100 Stückaktien eingeteilt sein. Zum Zeitpunkt der Wirksamkeit der Verschmelzung wird die SRE S.A. alleinige Aktionärin der SRER AG sein.

Da die beiden Abspaltungen sowie die Verschmelzung auf denselben steuerlichen Übertragungstichtag, den 31. Dezember 2008, fallen, wird für steuerliche Zwecke folgende zeitliche Reihenfolge festgelegt: Auch für steuerliche Zwecke soll die Reihenfolge des Wirksamwerdens der Umwandlungsvorgänge maßgebend sein. Das bedeutet, dass (i) zunächst die Abspaltung des Rückversicherungsgeschäfts der SRF AG auf die SRER AG und (ii) danach die Abspaltung des Rückversicherungsgeschäfts der SRG AG auf die SRER AG und (iii) zuletzt die Verschmelzung der SRER AG auf die SRE S.A. erfolgen.

Aus spanischer Sicht wählt die SRE S.A. die Anwendung der besonderen Vorschriften zur Steuerneutralität wie sie im spanischen Körperschaftssteuergesetz, Kapitel VIII von Titel VII, genehmigt durch königlichen Erlass 4/2004, vorgesehen sind auf die grenzüberschreitende Verschmelzung, durch die die SRER AG ihre gesamten Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten im Wege der Auflösung ohne Abwicklung auf die SRE S.A. überträgt. Die SRE S.A. ordnet sogleich alle Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten der spanischen steuerlichen Betriebsstätte der SRER AG der spanischen Niederlassung der SRE S.A. mit Namen "Swiss Re Europe S.A., Sucursal en Espana" zu.

Betreffend Swiss Re Frankona Rückversicherungs-Aktiengesellschaft, Succursale de Paris wurde am 13. November 2008 ein Antrag auf eine verbindliche Auskunft bei den französischen Steuerbehörden gestellt mit dem Ziel, die Steuerneutralität der Transaktion in Frankreich zu gewährleisten.

1.3. SRE S.A.

Die SRE S.A. ist im luxemburgischen Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter Nr. B 25.242 eingetragen. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 350.000.408,-- und ist eingeteilt in 3.422.706 Aktien ohne Nennwert. Alleinige Aktionärin der SRE S.A. ist die Swiss Re Management (Luxembourg) S.A., eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter Nr. B 72.989, mit Sitz in 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Das Gesellschaftskapital ist vollständig eingezahlt.

Gegenstand des Unternehmens ist der Betrieb des Rückversicherungsgeschäfts im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland. Die SRE S.A. wird durch die Versicherungsaufsichtsbehörde des Großherzogtums Luxemburg, Commissariat aux Assurances - "CAA", beaufsichtigt.

Die SRE S.A. wird nach der Verschmelzung ihre Firma unverändert fortführen.

1.4. Versicherungsaufsichtsrechtliche Erfordernisse.

Eine Genehmigungspflicht besteht für die grenzüberschreitende Verschmelzung weder nach deutschem noch nach luxemburgischen Aufsichtsrecht. Es besteht lediglich eine Anzeigepflicht der SRER AG gegenüber der BaFin und der SRE S.A. gegenüber der CAA. Die oben in Ziffer 1.2. beschriebenen Abspaltungen erfordern ebenfalls lediglich entsprechende Anzeigen der SRER AG sowie der SRG AG und der SRF AG. Darüber hinaus wurden BaFin und CAA bereits umfassend über die Umstrukturierungsmaßnahmen informiert. Bedenken wurden hierbei nicht geäußert.

2. Vermögensübertragung. Die SRER AG als Übertragende Kapitalgesellschaft überträgt unter Ausschluss der Abwicklung im Wege der Verschmelzung zur Aufnahme gemäß §§ 122a ff. UmwG und der Bestimmungen der Sektion XIV des Luxemburger Handelsgesellschaftsgesetzes vom 10. August 1915 ("LHGG") in der derzeit gültigen Fassung auf die SRE S.A. ihr Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten. Die SRE S.A. als Übernehmende Kapitalgesellschaft übernimmt gemäß Artikel 274 LHGG das Vermögen der SRER AG als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten.

Das übernommene Vermögen einschließlich der Beteiligungen an der SRF AG und SRG AG, die als Immobiliengesellschaften weitergeführt werden, wird für steuerliche Zwecke der Swiss Re Europe S.A., Niederlassung Deutschland zugeordnet.

Die Verschmelzung wird keinerlei Auswirkungen auf die in den Rückversicherungsverträgen vorgesehenen Bedingungen oder Prämiensätze haben. Die Rückversicherungsverträge werden damit in jeder Beziehung und gemäß den zum Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Verschmelzung geltenden Bedingungen auf die SRE S.A. übergehen.

3. Gegenleistung. Eine Gegenleistung für die Übertragung des Vermögens der SRER AG auf die SRE S.A. in Form der Ausgabe neuer Anteile oder einer Barzahlung erfolgt nicht, da die SRE S.A. alleinige Aktionärin der SRER AG ist. Das Gesellschaftskapital der SRE S.A. wird im Zusammenhang mit der Verschmelzung nicht geändert.

4. Voraussichtliche Auswirkungen der Verschmelzung auf die Beschäftigten. Die SRER AG hat gegenwärtig keine Arbeitnehmer oder Arbeitnehmervertretungen. Aufgrund der Abspaltung des Rückversicherungsgeschäfts der SRF AG wird

die SRER AG vor dem Wirksamwerden der Verschmelzung sieben Arbeitnehmer in Frankreich haben. Die Arbeitsverhältnisse dieser Arbeitnehmer werden aufgrund der Verschmelzung auf die SRE S.A. übergehen. Die grenzüberschreitende Verschmelzung hat nach gegenwärtigem Planungsstand keine weiteren Auswirkungen auf diese Arbeitnehmer.

Die grenzüberschreitende Verschmelzung hat nach gegenwärtigem Planungsstand keine Auswirkungen auf die Beschäftigten der SRE S.A., die über die Maßnahmen hinausgehen, die bereits in dem Interessenausgleich angekündigt wurden, der am 16. September 2008 zwischen der Swiss Re Germany Holding GmbH, der SRG AG, der SRF AG, der Swiss Re Europe S.A., Niederlassung Deutschland, der AssTech Assekuranz und Technik Risk Management Service GmbH und der Relntra GmbH medizinisch-berufskundlicher Beratungs- und Reintegrationsdienst einerseits und dem Betriebsrat des Betriebs Unterföhring andererseits vereinbart wurde. Der bei der SRE S.A., Niederlassung Deutschland, bestehende Betriebsrat besteht unverändert fort.

5. Verschmelzungstichtag. Die Übernahme des Vermögens der SRER AG durch die SRE S.A. erfolgt im Innenverhältnis der Parteien mit Wirkung zum 1. Januar 2009, 0.00 Uhr ("Verschmelzungstichtag"). Von diesem Zeitpunkt an gelten alle Handlungen und Geschäfte der SRER AG unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung als für Rechnung der SRE S.A. vorgenommen.

Die gesetzlichen Bestimmungen über das Wirksamwerden der Verschmelzung bleiben unberührt. Die Verschmelzung wird demnach wirksam werden, sobald die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der SRE S.A. der Verschmelzung zugestimmt hat und der Beschluss im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) veröffentlicht worden ist. Mit Wirksamwerden der Verschmelzung hört die Übertragende Kapitalgesellschaft auf zu bestehen.

6. Gesellschafter und Gläubiger mit Sonderrechten. Die SRE S.A. und die SRER AG haben weder mit Sonderrechten ausgestattete Gesellschafter noch haben sie andere Wertpapiere als Gesellschaftsanteile ausgegeben.

7. Rechte der Gläubiger der SRE S.A. Die Gläubiger der SRE S.A. sind berechtigt, gemäß Artikel 268 LHGG die Bestellung von Sicherheiten zu beantragen.

8. Besondere Vorteile für Mitglieder der Organe der SRER AG oder der SRE S.A.; Verschmelzungsprüfung. Es werden an Mitglieder eines Geschäftsführungs-, Vertretungs- oder Aufsichtsorgans der SRER AG oder der SRE S.A. keine besonderen Vorteile gewährt. Eine Prüfung des Verschmelzungsplanes im Sinn von § 122f UmwG und Artikel 266 LHGG wird nicht durchgeführt, da die Übernehmende Kapitalgesellschaft alleinige Gesellschafterin der Übertragenden Kapitalgesellschaft ist (siehe §§ 122f S.1, 9 Abs. 2 UmwG). Es werden daher keine Sachverständigen mit der Prüfung des Verschmelzungsplanes beauftragt.

9. Satzung der Übernehmenden Kapitalgesellschaft. Aus der Verschmelzung ergeben sich keine Änderungen der Satzung der SRE S.A. als Übernehmender Kapitalgesellschaft. Die Satzung der SRE S.A. in der derzeit gültigen Fassung vom 1. Oktober 2008 ist als Anlage 1 zu dieser Urkunde genommen.

10. Beteiligung der Arbeitnehmer an der Festlegung der Mitbestimmungsrechte. Die SRER AG hat keine Arbeitnehmer oder Arbeitnehmervertretungen. Im Verwaltungsrat der SRE S.A. sind keine Arbeitnehmer vertreten. Ein Verfahren, in dem die Einzelheiten über die Beteiligung der Arbeitnehmer an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte in der Übernehmenden Kapitalgesellschaft geregelt werden, findet deshalb nicht statt.

11. Bewertung des übertragenen Aktiv- und Passivvermögens. Das Aktiv- und Passivvermögen der SRER AG und dessen Bewertung folgen aus den jeweils nach den Vorschriften des deutschen Handelsgesetzbuchs zum 31. Dezember 2008 erstellten Bilanzen der SRER AG und - hinsichtlich der übertragenen Geschäftsbereiche "Rückversicherung" - der SRG AG sowie der SRF AG. Die SRE S.A. übernimmt das Aktiv- und Passivvermögen der SRER AG zu Buchwerten unter Anpassung an die luxemburgischen Rechnungslegungsvorschriften.

Für steuerliche Zwecke werden die Buchwerte in der Steuerbilanz der Swiss Re Europe S.A., Niederlassung Deutschland fortgeführt.

12. Maßgebliche Bilanzen. Der Verschmelzung werden die Bilanzen der SRER AG und der SRE S.A. auf den 31. Dezember 2008 als jeweilige Schlussbilanzen zu Grunde gelegt.

13. Grundbesitz. Die SRER AG hat keinen Grundbesitz.

14. Schlussbestimmungen.

14.1 Die Kosten dieses Verschmelzungsplans und seiner Umsetzung trägt die SRE S.A.

14.2 Mögliche Verkehrssteuern trägt ebenfalls die SRE S.A.

14.3 Falls eine Bestimmung in diesem Verschmelzungsplan ungültig sein oder werden oder eine notwendige Regelung nicht enthalten sein sollte, wird die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen dieses Verschmelzungsplans nicht berührt. Die ungültigen Bestimmungen sind zu ersetzen und die Lücke ist durch eine rechtlich gültige Bestimmung auszufüllen, die den Absichten der Parteien soweit wie möglich entspricht bzw. den Absichten der Parteien im Hinblick auf das Ziel und den Zweck dieses Verschmelzungsplans entsprochen hätte, wenn sie diese Lücke erkannt hätten.

14.4 Der vorliegende Verschmelzungsplan wird mindestens einen Monat vor der außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre der SRE S.A., die über die Verschmelzung beschließt, im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) veröffentlicht.

14.5 Der vorliegende Verschmelzungsplan bleibt während mindestens einem Monat vor der außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre der SRE S.A., die über die Verschmelzung beschließt, am Gesellschaftssitz der Swiss Re Europe S.A. zur Überprüfung verfügbar, genauso wie die Jahresabschlüsse der SRE S.A. für die drei letzten Geschäftsjahre, der Jahresabschluss 2008 der SRER AG und der gemeinsame Verschmelzungsbericht.

Der amtierende Notar bescheinigt hierdurch die Existenz und die Rechtmässigkeit des Verschmelzungsplans sowie aller Schriftstücke, Dokumente und Formalitäten, die gemäß Gesetz von den Parteien der Verschmelzung verlangt werden.

Der amtierende Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass diese Urkunde auf Ersuchen der vorgenannten Parteien in deutscher Sprache gefasst ist, gefolgt von der englischen Übersetzung; im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die deutsche Fassung massgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden, an den/ die Bevollmächtigte(n) der erschienen Parteien, die dem Notar nach Name, Vorname, Familienstand und Wohnsitz bekannt ist/ sind, hat/ haben der/ die Bevollmächtigte(n) diese Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Follows the English version:

In the year two thousand and nine, on the eighth day in the month of April.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg, there appeared:

1) Swiss Re Europe S.A., a société anonyme incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) of the Grand Duchy of Luxembourg under no. B 25.242, incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard LECUIT, notary then residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, on 5 December 1986, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 61 of 13 March 1987; the articles of association of Swiss Re Europe S.A. have been modified for the last time pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on 19 September 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2392 of 1 October 2008,

here represented by Mr Achim KUNKEL, lawyer, residing in Luxembourg acting as the representative of the board of directors of Swiss Re Europe S.A. (the "Board of Directors"), pursuant to a resolution taken by Board of Directors on April, 7 2009 (the "Resolution 1"); and

2) Swiss Re Europe Rückversicherung AG with registered office in Unterföhring, District (Landkreis) of Munich, entered in the Commercial Register (Handelsregister) of the Local Court (Amtsgericht) of Munich under HRB 176190,

here represented by Mr Achim KUNKEL, lawyer, residing in Luxembourg acting as the representative of the management board of Swiss Re Europe Rückversicherung AG (the "Management Board"), pursuant to a proxy given in Unterföhring on March 31, 2009 (the "Proxy").

Hereinafter, the Resolution 1 and the Proxy are collectively referred to as the "Resolutions".

Said Proxy and an excerpt of the Resolution 1, initialled *ne varietur* by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have required the undersigned notary to record the following:

Joint Merger Plan for the cross-border merger

between

(1) Swiss Re Europe Rückversicherung AG, a public limited company (Aktiengesellschaft) incorporated and existing under the laws of the Federal Republic of Germany with registered office at Dieselstraße 11, 85774 Unterföhring, District (Landkreis) of Munich, Federal Republic of Germany, entered in the Commercial Register (Handelsregister) of the Local Court (Amtsgericht) of Munich under HRB 176190,

- hereinafter "SRER AG" or "Transferor" -

and

(2) Swiss Re Europe S.A., a public limited company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under no. B 25.242,

- hereinafter "SRE S.A." or "Transferee" -

- SRER AG and SRE S.A. together also the "Parties".-

1. Preamble.

1.1. SRER AG.

SRER AG is entered in the Commercial Register of the Local Court of Munich under HRB 176190. The current share capital is EUR 3,000,000.- and is divided into 3,000,000 no-par value shares. The sole shareholder is SRE S.A. The share capital has been fully paid in.

The object of the company is the reinsurance business. The German Financial Supervisory Authority (Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht - "BaFin") granted the permission to SRER AG on 8 December 2008 to globally operate the reinsurance business in the areas of life and non-life reinsurance.

1.2. Acquisition of the reinsurance business of Swiss Re Germany AG and Swiss Re Frankona Rückversicherungs-Aktiengesellschaft by SRER AG.

After the drawing up of this joint merger plan, but before the effectiveness of the merger (i.e. before the publication of the resolution of the extraordinary general meeting of the shareholders of SRE S.A. resolving upon the merger in the official journal of the Grand Duchy of Luxembourg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations)), SRER AG will acquire the reinsurance businesses as a whole, including all rights and obligations, through division by means of acquisition (Abspaltung zur Aufnahme) pursuant to section 123 para. 2 no. 1 of the German Reorganisation Act (Umwandlungsgesetz - UmwG) from both Swiss Re Germany AG ("SRG AG") with registered office in Unterföhring, District of Munich, entered in the Commercial Register of the Local Court of Munich under HRB 7682, and Swiss Re Frankona Rückversicherungs-Aktiengesellschaft ("SRF AG") with registered office in Unterföhring, District of Munich, entered in the Commercial Register of the Local Court of Munich under HRB 132593, including all assets and liabilities of SRF AG's Spanish branch under the name "Swiss Re Frankona Rückversicherungs-Aktiengesellschaft Sucursal en Espana" and SRF AG's French branch under the name "Swiss Re Frankona Rückversicherungs-Aktiengesellschaft, Succursale de Paris". The divisions shall be made with retroactive effect as of 1 January 2009, 0.00 hours, (effective division date (Spaltungstichtag) within the meaning of section 126 para.1 no. 6 of the German Reorganisation Act). After these divisions have become effective, the fully paid-in share capital of SRER AG shall presumably be EUR 3,123,100.-- and be divided into 3,123,100 no-par value shares. Upon effectiveness of the merger, SRE S.A. will be the sole shareholder of SRER AG.

Since both spin-offs as well as the merger will fall on the same tax transfer date (steuerlicher Übertragungstichtag), i.e. on 31 December 2008, the following chronological sequence shall apply for tax purposes: the sequence in which the steps of reorganisation (Umwandlungsvorgänge) take effect shall also be determinative for tax purposes. This means that (i) first the spin-off of SRF AG's reinsurance business to SRER AG and (ii) then the spin-off of SRG AG's reinsurance business to SRER AG and, in a final step, (iii) the merger of SRER AG into SRE S.A. shall occur.

From the Spanish perspective, SRE S.A. opts for applying the special tax neutrality regime envisaged in the Spanish Corporate Tax Law, Chapter VIII of the Title VII, approved by Royal Decree Legislative 4/2004, to the cross-border merger by means of which SRER AG shall transfer all its assets and liabilities on being dissolved without going into liquidation to SRE S.A., which in turn, simultaneously, will assign all the assets and liabilities of the SRER AG Spanish tax permanent establishment to the SRE S.A. Spanish branch under the name "Swiss Re Europe S.A., Sucursal en Espana".

In respect of Swiss Re Frankona Rückversicherungs-Aktiengesellschaft, Succursale de Paris a tax ruling was filed on 13 November 2008 with the French tax authorities in order to ensure the tax neutrality of the transaction in France.

1.3. SRE S.A.

SRE S.A. is registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under no. B 25.242. The share capital is EUR 350,000,408.-- and is divided into 3,422,706 shares without nominal value. The sole shareholder of SRE S.A. is Swiss Re Management (Luxembourg) S.A., registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under no. B 72.989, with registered office in 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The share capital has been fully paid in.

The object of the company is the operation of the reinsurance business in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad. SRE S.A. is supervised by the insurance supervisory authority of the Grand Duchy of Luxembourg, Commissariat aux Assurances - "CAA".

SRE S.A. will maintain its name unchanged after the merger.

1.4. Requirements under reinsurance supervisory law.

There is no authorisation requirement for the cross-border merger, neither under German nor under Luxembourg supervisory law. There is only an obligation of SRER AG to notify the BaFin and of SRE S.A. to notify CAA of this merger. The divisions described under Clause 1.2. above also only require corresponding notifications by SRER AG and SRG AG and SRF AG. Furthermore, the BaFin and the CAA have already been informed in detail about the restructuring measures. They did not raise concerns.

2. Transfer of assets. SRER AG as Transferor shall transfer all its assets and liabilities on being dissolved without going into liquidation to SRE S.A. through merger by means of acquisition (Abwicklung im Wege der Verschmelzung zur Aufnahme) pursuant to sections 122a et seqq. of the German Reorganisation Act and the provisions of section XIV of the

Luxembourg law concerning commercial companies of 10 August 1915 as currently amended ("LLCC"). SRE S.A. as Transferee shall acquire all assets and liabilities of SRER AG pursuant to article 274 of the LLCC.

The transferred assets and liabilities including the participations in SRF AG and SRG AG, (which continue to operate as real estate companies) will be allocated to Swiss Re Europe S.A., Niederlassung Deutschland for tax purposes.

The merger will not affect the terms or conditions or the premium rates according to the reinsurance contracts. Thus, the reinsurance contracts will be maintained by SRE S.A. in all respects and in accordance with the terms in force at the time of the merger.

3. Consideration. There will be no consideration for the transfer of the assets of SRER AG to SRE S.A. in the form of issuing new shares or making a cash payment since SRE S.A. is the sole shareholder of SRER AG. The share capital of SRE S.A. will not be changed in connection with the merger.

4. Presumable effects of the merger on the employees. SRER AG currently does not have any employees or employee representation bodies. Before the effectiveness of the merger, SRER AG will have seven employees in France due to the spin-off of the reinsurance business of SRF AG. As a consequence of the merger, the employment relationships of these employees will be transferred to SRE S.A. According to the current planning status, the cross-border merger shall have no further effects on these employees.

The cross-border merger shall have, according to the current planning status, no effects on the employees of SRE S.A. beyond those measures that were already announced in the Reconciliation of Interests (Interessenausgleich) concluded on 16 September 2008 between Swiss Re Germany Holding GmbH, SRG AG, SRF AG, Swiss Re Europe S.A., Germany branch, AssTech Assekuranz und Technik Risk Management Service GmbH and Relntra GmbH medizinisch-berufskundlicher Beratungs- und Reintegrationsdienst, on the one hand, and the works council (Betriebsrat) for the Unterföhring operations on the other. The existing works council of SRE S.A., Niederlassung Deutschland will continue to exist.

5. Merger date. The assets and liabilities of SRER AG shall be acquired by SRE S.A. internally as between the Parties with effect as of 1 January 2009, 0.00 hours ("Merger Date"). From this date, all acts and transactions of SRER AG shall from an accounting perspective be deemed performed for the account of SRE S.A.

The statutory provisions on the entry into effect of the merger shall remain unaffected. The merger shall thus become effective as soon as the extraordinary general meeting of the shareholders of SRE S.A. has agreed to the merger and the resolution has been published in the official journal of the Grand Duchy of Luxembourg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations). Upon effectiveness of the merger the Transferor will cease to exist.

6. Shareholders and creditors with special rights . SRE S.A. and SRER AG neither have shareholders enjoying special rights nor have issued securities other than shares representing the company capital.

7. Rights of creditors of SRE S.A. The creditors of SRE S.A. shall be entitled to request the provision of collateral pursuant to Art. 268 of the LLCC.

8. Special advantages for members of the corporate bodies of SRER AG or SRE S.A.; merger examination. Members of a managing, representative or supervisory body of SRER AG or SRE S.A. shall not be granted any special advantages. There will be no examination of the merger plan within the meaning of section 122f of the German Reorganisation Act and art. 266 of the LLCC since the Transferee is the sole shareholder of the Transferor (see section 122f sentence 1, section 9 para. 2 German Reorganisation Act). Therefore, no experts will be instructed to examine the merger plan.

9. Statutes of the Transferee. The merger shall not result in any changes to the statutes of SRE S.A. as Transferee. The statutes of SRE S.A., as last amended on 1 October 2008, have been attached as Annex 1 to this Deed.

10. Employee participation in establishing the co-determination rights. SRER AG does not have any employees or employee representation bodies. There are no employee representatives on the board of directors of SRE S.A. Therefore, there will be no procedure regulating the details of the participation of employees in establishing their co-determination rights in the Transferee.

11. Valuation of the assets and Liabilities transferred. The assets and liabilities of SRER AG and their valuation shall follow from the balance sheets for the year ended 31 December 2008 of SRER AG and - regarding the reinsurance businesses transferred - of SRG AG and SRF AG, each prepared according to the provisions of the German Commercial Code (Handelsgesetzbuch). SRE S.A. assumes the assets and liabilities of SRER AG at book value adjusted to Luxembourg statutory value.

For tax purposes, the book values will be maintained in the tax balance sheet of Swiss Re Europe S.A., Niederlassung Deutschland.

12. Relevant balance sheets. The merger shall be based on the balance sheets of SRER AG and SRE S.A. for the year ended 31 December 2008 as the respective closing balance sheets.

13. Real estate. SRER AG does not own any real estate.

14. Final provisions.

14.1 The costs of this merger plan and its implementation shall be borne by SRE S.A.

14.2 Any transaction tax shall also be borne by SRE S.A.

14.3 Should any provision of this Merger Plan be or become invalid or should a necessary provision not be contained herein, this shall not affect the validity of the remaining provisions hereof. Such invalid provision shall be replaced and such gap shall be filled by a legally valid provision coming as close as possible to the Parties' intentions or to what would have been the Parties' intentions if they had recognised such gap.

14.4 This merger plan shall be published in the Luxembourg gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) at least one month before the extraordinary general meeting of the shareholders of SRE S.A. resolving upon the merger.

14.5 This merger plan shall remain available for review at the registered office of Swiss Re Europe S.A. at least one month before the extraordinary general meeting of the shareholders of SRE S.A. resolving upon the merger, together with the joint merger report, the annual accounts of SRE S.A. for the last three financial years and the annual accounts 2008 of SRER AG.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the merger project and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging parties pursuant to the Law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in German followed by an English translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the German text, the German version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said the proxy holder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Gezeichnet: A. KUNKEL, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 10. April 2009. Relation: EAC/2009/4254. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Sondersammlung für Gesellschaften und Vereinigungen.

Beles, den 15. AVR. 2009.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2009046993/239/366.

(090055991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2009.

**Utilis International S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Utilis Luxembourg S.à r.l.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 98.780.

CEREP Cheapside S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 94.706.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la publication, dans le Mémorial C n° 918 du 18 mai 2007, page 44064, de l'acte passé devant le notaire Jean-Joseph Wagner en date du 24 janvier 2007 ayant pour objet un changement de dénomination et un transfert de siège social de la société Utilis Luxembourg S.à r.l.:

1. L'en-tête:

au lieu de: «CEREP Cheapside S.à r.l., Société à responsabilité limitée. Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal. R.C.S. Luxembourg B 94.706.» (laquelle société n'est en rien concernée par ladite publication),

lire: «Utilis International S.à r.l., Société à responsabilité limitée (anc. Utilis Luxembourg S.à r.l.). Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy. R.C.S. Luxembourg B 98.780.»

2. Les références mentionnées dans les deux dernières lignes:

- au lieu de: «Référence de publication: 2007042757/211/50.»,

lire: «Référence de publication: 2007042757/239/50.»;

- au lieu de «(070040334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2007.»,

lire: «(070040185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2007.»

Dans le sommaire du même Mémorial C n° 918/2007, page 44017, il y a lieu de supprimer la ligne «CEREP Cheapside S.à r.l.» et d'ajouter une ligne «Utilis International S.à r.l.»

Référence de publication: 2009046995/239/26.